Vol 12 # 43 • Du 1er au 7 Mai 2019
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00




1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# SCÉNARIO AU PROFIT DU PHTK


Voir page 3

Une seule chose est certaine, tout ce scénario de bandits armés fait l'affaire de Jovenel Moise et de sa clique PHTKiste au pouvoir

# GRANDE MARCHE OUVRIÈRE !



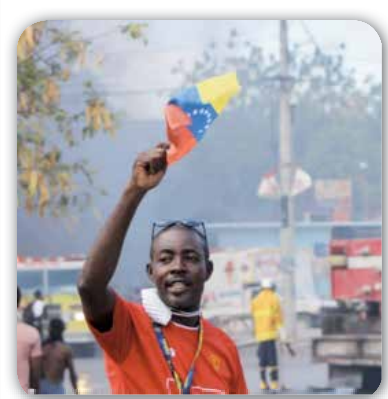
Voir page 3

Les ouvriers vont marcher le 1er mai pour réclamer aux sénateurs l'augmentation du salaire minimum à 1,500 gourdes

**Ak tout mwayen ki nesesè fòk chanjman an fèt nan peyi a pou mas Pèp la viv byen!**

Page 6

English Page 9



**Haïti : l'agression impérialiste contre la révolution bolivarienne provoque un mouvement de masse !**

Page 7



**Le capitalisme tue la planète – une révolution est nécessaire!**

Page 10-11



**Palestine : Illustration de la violence israélienne !**

Page 17




# Le cri des exploités !

Par Berthony Dupont

L'exploitation et l'oppression du peuple par les puissances impérialistes continuent toujours en accord avec les cliques gouvernantes. C'est dans cette atmosphère de tension insoutenable mêlée d'assassinat, de désespoir, d'angoisse et de déchirements de cœur que les classes dominantes qui ont systématiquement conduit le pays à la banqueroute s'apprêtent encore une fois à souiller le premier mai, jour de la lutte revendicative des travailleurs qu'elles ont consacré à une quelconque fête du travail et de l'agriculture.

Comme tout le monde n'est pas logé à la même enseigne que la bourgeoisie compradore patrie-poche, naturellement, les militants de la cause ouvrière, les exploités en général qui sont des éléments de classe essentiels pour un changement fondamental où sévissent l'injustice, la faim, la corruption et le népotisme vont nécessairement en ce jour de luttes, occuper les rues. Pas une occupation symbolique de la rue, mais une en bonne et due forme de façon à nous faire revivre l'épopée du mois de Juillet de l'année dernière quand la rue occupait le pouvoir.

Les raisons de lutter ne manquent pas. Le pays se retrouve pratiquement sans équipement, ni infrastructures avec des rues et des routes défoncées, délaissées, des hôpitaux délabrés, conséquences d'une politique de pillage et de dilapidation des fonds publics. Il n'y a guère de contrôle, on ferme les yeux sur tout et rien ne fonctionne correctement. Tout est faux, truqué, les réformes comme les élections, les options des partis politiques et même le rôle de l'opposition.  Les scandales des truquages électoraux n'ont même pas été camouflés tant que les acteurs sont assurés de l'impunité.

La jeunesse scolaire et estudiantine subit une acculturation de la pire espèce se soldant par une assimilation, voire une aliénation honteuse.

L'ambiance est morne puisque des paysans sans ressources sont forcés de fuir les campagnes par hordes faméliques. Comment en est-on arrivé à cette situation de pays bidonvillisés sans eau potable, sans électricité, avec la mortalité en hausse qui décime la population sous-alimentée,  et quels sont les calculs des uns et des autres, leurs motivations et les objectifs qu'ils poursuivent ?

En cette occasion de la journée de la lutte des classes, le cri des démunis, des humiliés, des bafoués et en un mot des exploités va tout d'abord à l'encontre des puissances tutrices oppresseuses principalement les Etats-Unis, la France le Canada qui, par leur soutien multiforme et constant, ont ouvert une guerre économique qui ne date pas d'hier.

Ce n'est pas seulement le désordre, la débandade, l'exploitation à outrance qui règnent chez nous, mais aussi et surtout un cynisme sans bornes qui ressemble fort au lent assassinat collectif d'un peuple dont les capacités de lutter sont émoussées par les souffrances de toutes sortes.

Le cri des exploités est de dénoncer les conditions arbitraires, injustes et inhumaines qui sont faites au peuple haïtien pour  étouffer sa volonté de lutter. Dans le même temps, la misère prend des proportions alarmantes par la faute de l'incurie du système.

Le cri des exploités est de dénoncer tous ceux-là qui veulent noyer dans l'équivoque et l'ambigüité la lutte des masses populaires. Ils sont très dangereux ces agents sournois de l'impérialisme pour la consolidation de leur pénétration. Ils doivent être constamment et vaillamment dénoncés et combattus par les forces authentiques révolutionnaires et anti-impérialistes.

Le cri des exploités, c'est dommage, tristement dommage qu'on est toujours à genoux devant l'impérialisme du seul fait que nous n'avons pas encore construit la vraie structure de lutte dans laquelle la grande masse des déshérités puisse se reconnaitre et lancer ainsi, une fois pour toutes, le puissant mouvement indispensable à la libération nationale.

A l'ordre du jour, le cri des exploités contre les exploiteurs : combien de temps encore ce système va-t-il se maintenir de sorte que le laboratoire continue à nous imposer des sanguinaires, des corrompus, des vassaux de l'impérialisme ?

Le temps qu'il faut à la classe ouvrière de s'organiser pour construire l'alternative de classe et s'attaquer au fondement même du système qui court irrémédiablement à sa perte! Nous avons confiance, le peuple haïtien vaincra !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée-Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

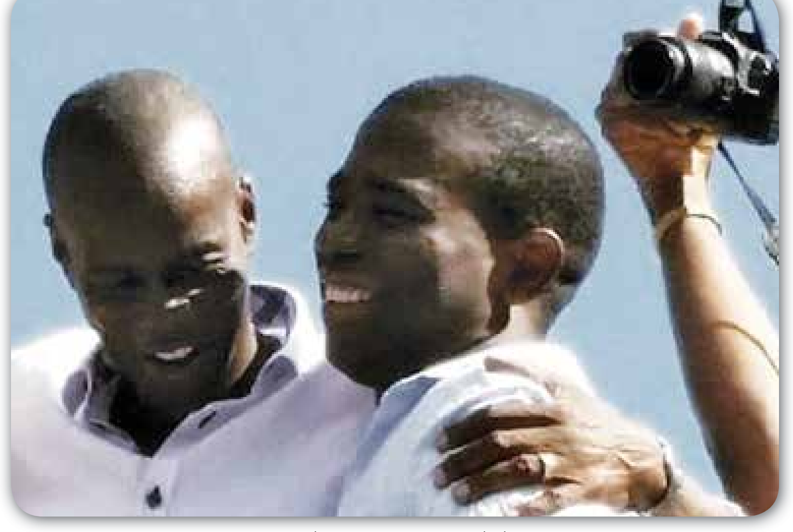
# Scénario au profit du PHTK

Par Marie Laurette Numa

Les derniers événements viennent de faire ressortir avec une grande netteté tout ce que nous n'avons jamais cessé de dévoiler dans nos colonnes que le banditisme et l'insécurité opérant dans le pays sont programmés par les classes dominantes alliés des forces impériales pour mieux régner sur la population. Voilà qu'aujourd'hui suite à l'assassinat du chef bandit de Carrefour-Feuille, Jean Sony, plus connu sous le nom de Tije à Delmas 83, la population de cette zone se sent soulagée et le pouvoir en tire politiquement profit.

A entendre le secrétaire d'Etat à la communication, Eddy Jackson Alexis, le gouvernement entier est satisfait de l'élimination bien orchestré de Tije, un mercenaire criminel qui faisant la loi ; mais ce que la population ignore, ce bandit est une création, un produit du système. Il n'est pas le premier et il ne sera pas le dernier tant que ce système existe.

Certes, Tije a été deux fois victimes, la première c'est du fait que le système avait converti ce mécanicien de profession en bandit criminel pour résoudre ses propres objectifs. Le second pour l'avoir assassiné sous le fieffé prétexte de toujours, c'est-à-dire d'échanges de coups de feu avec la police pour faire dormir les naïfs.


Jovenel Moise et Guy Philippe


Michel Martelly et Roro Nelson

Pourquoi le gouvernement du PHTK, un repaire de bandits légaux avec les Sonson Lafamilia, les Gracia Delva, Youri Latortue, Joseph Lambert, Arnel Joseph pour ne citer que ceux-là, puisqu'ils sont nombreux, a-t-il choisi d'effacer Tije au lieu de le maîtriser pour l'interroger sur les provenances de son arsenal d'armes. Est-ce pour effacer certaines pistes ? L'élimination physique de Jean Sony ne doit pas dédouaner le pouvoir, puisqu'il est complice du banditisme tout comme Arnel et Tije.

Le président Jovenel Moise ne circulait-il pas lors de sa campagne électorale avec le mercenaire Guy Philippe ? Son prédécesseur du même acabit Michel Martelly ne fonctionnait –il pas toujours avec Roro Nelson et Sonson Lafamilia ? La population haïtienne doit comprendre l'enjeu et que l'ennemi, le vrai n'est pas réellement Arnel Joseph et Jean Sony puisqu'ils ne sont que des instruments au service d'un système travaillant sous les ordres d'autres chefs dont certains ont tué même des juges.


Le Chef de gang exécuté par la police


Gracia Delva

Par ailleurs le sénateur de l'Artibonite Gracia Delva, vient d'être expulsé de son parti Ayiti An Aksyon (AAA), de Youri Latortue un ancien allié du PHTK. Des organisations de défense de droits humains et de la société ont également sollicité la levée de l'immunité du Sénateur Delva.

La police annonce que le chef de gang Arnel Joseph vient d'être blessé au cours d'une opération policière. Le timing des actions du pouvoir est très questionnable. Pourquoi tout cet effort maintenant, et pas avant ? Tout ce scénario est pour la consommation nationale.

Une seule chose est certaine, elle fait l'affaire de Jovenel Moise et de sa clique PHTKiste au pouvoir.

# Grande Marche Ouvrière !

Par Isabelle L. Papillon

A l'occasion du Premier mai, jour de luttes pour tous les travailleurs, les exploités du monde, une grande marche ouvrière aura lieu à Port-au-Prince de façon à forcer les patrons de la sous-traitance à satisfaire les revendications des ouvrières et ouvriers, justement sur la question du salaire minimum.

En effet la Centrale nationale des ouvriers haïtiens, le Respect des ouvriers haïtiens de la manufacture (Roham), Antèn ouvriye Ayiti (A.o.s), entre autres syndicats, vont dénoncer les mauvaises conditions de travail des ouvrières et ouvriers, tout en réclamant aux Sénateurs d'augmenter le salaire minimum à 1,500 gourdes.

Un rendez-vous est lancé devant le bâtiment de la SONAPI, un autre au Carrefour de l'aéroport. Rassemblons-nous, contre ceux qui nous exploitent et ceux qui nous oppriment ce 1er mai 2019.



Des travailleurs marchent dans la capitale haïtienne



## PAR CES MOTIFS

Après en avoir délibéré conformément à la loi, maintient le défaut octroyé à l'audience civile et publique du 25 février 2019, accueille l'action de la partie demanderesse pour être juste et fondée ; dit que le cité devrait payer ses redevances locatives ; résilie le bail qui le lie à la demanderesse ; ordonne en conséquence le déguerpissement du sieur
Sylvain Merisma de la maison de la demanderesse au vœu de l'article 84 alinéa 2 du décret du 22 aout 1995 sur l'organisation judiciaire ; accorde l'exécution provisoire sans caution du présent jugement sur le chef de déguerpissement nonobstant toutes les voies de recours ; réserve le droit à la demanderesse d'intenter une action quelconque en justice en dommages-intérêts pour les préjudices causés par le cité. Commet l'huissier Ruland François de ce Tribunal pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Frantz MERENTUS, juge en audience civile et publique du lundi quatre mars deux mille dix-neuf avec l'assistance du sieur Jean-Eddy FREDERIC, greffier du siège.
Il est ordonné…
En foi de quoi…
Pour le Cabinet :
Hesed Deïnad Jean-Baptiste, Av
Jorel Lopp, Av



## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur et pour le profit ainsi déclare à ladite action. Admet le divorce de la dame Daphnie Wesner FLEURESTIL d'avec son époux Mercius ESTIME ce pour abandon du toit marital. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil du Limbé de transcrire sur les registres à ce destinés ; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier même de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Alix FUCIEN, Juge en audience civile et publique en date du douze octobre deux mille neuf en présence de Me Linx JEAN, av, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Roger DAY greffier du siège.
Il est ordonné...
En foi de quoi …
Signé : Officier de l'Etat Civil

# Conférence de presse de la commission justice et sécurité du sénat

Par Thomas Peralte


Des sénateurs au cours de la conférence de presse de la commission justice et sécurité

Comme le sénateur Jean Renel Senatus président de la commission l'avait annoncé, justement la Commission justice et sécurité du sénat dans une conférence de presse a révélé 3 personnalités politiques du pays qui entretenaient des appels téléphoniques avec le chef de gang de Grand Ravines Anel Joseph qui s'est réfugié maintenant dans le département de l'Artibonite.

Il s'agit du sénateur Gracia Delva, de Vladimir Jean Louis, un agent de sécurité rapproché de l'ex président Joseph Michel Martelly et de l'ancien Premier ministre Jean Henry Ceant. Ce dernier a confirmé avoir eu l'habitude de communiquer avec Anel, mais une fois qu'il a été informé de son statut de chef de gang, il n'a plus eu de contacts avec lui.

De son côté, le policier Vladimir Jean Louis n'a pas nié ses conversations avec le chef de gang. Son patron Michel Martelly venu à sa rescousse pour indiquer que le policier est prêt à tout moment à répondre aux questions de la justice sur le contenu de sa conversation avec le puissant chef de gang.

# La grève au MCI continue!




La grève des employés du ministère du Commerce et de l'Industrie se poursuit. Les syndicalistes de cette administration de l'Etat haïtien exige catégoriquement de meilleures conditions de travail, des promotions qui respectent les règlements de l'administration publique et l'élimination des chèques zombis et ceux destinés à des bandits notoires.

## PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Macorel DIMANCHE d'avec son épouse née Marie Syldemenne AZEME, pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ces destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Codet GESTE de ce tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nerva VILMONT, Juge-Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du jeudi sept juin deux mille dix-huit en présence de Me Raynold DUBOS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, greffier du siège
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Ainsi signé : Nerva VILMONT et Willy BERNABE, greffier
Pour expédition conforme collationné
Le Greffier

## PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame née Marjorie LAURENT d'avec son époux Alain Robert COICOU, pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ces destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Codet GESTE de ce tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nerva VILMONT, Juge-Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du jeudi douze octobre deux mille dix-sept en présence de Me Raynold DUBOS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, greffier du siège.
Il est ordonné … etc.
En foi de quoi … etc.
Me Fritz-Nel JEAN-LOUIS, Av.

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Gesner DORVAL, la femme née Nelta DORSAINVIL pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés ; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Wiltio ALEXANDRE pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi six mars deux mille dix neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Pour expédition conforme collationné
Le Greffier

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Peterson PAUL, d'avec son épouse née Esther DORLUS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés ; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Wiltio ALEXANDRE pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi vingt trois janvier deux mille dix neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Pour expédition conforme collationné

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action du demandeur, le sieur Jean Paris DESROSIERS, en la forme; maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt-cinq janvier deux mille dix-neuf contre la dame née Olympeia ANSUREL; admet en conséquence le divorce dudit sieur Jean Paris DESROSIERS contre son épouse née Olympeia ANSUREL pour incompatibilité de caractères et injures graves et publiques fait prévus à l'article 217 du code civil haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, aux torts exclusif de l'épouse; ordonne à l'Officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers; compenses les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement.
Rendu de nous, Marie Rosie Degand Nicolas, Juge au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi premier février deux mille dix-neuf, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Me Jean Rolex MEROVE, faisant office du Ministère Public, et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissier sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Ainsi signée : Marie Rosie Degand Nicolas et Jean Serge Duvert.
Pour copie conforme et collationnée
Le greffier

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Roger AGANT, d'avec son épouse née Evelyn MAMNON pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Annie FIGNOLE, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi trois mai deux mille dix-huit, en présence de Me Néhémie JEAN-BAPTISTE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, Greffier du siège.
Il est ordonné…
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Ainsi signé : Annie Fignolé et Mozart Tassy
Me Mario BEAUVOIR, av

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre Gertie Altidor à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce Max Henrio Delice, d'avec Gertie Altidor pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat de la commune de Saint Marc, de transcrire sur les registres à ce destiné, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Gabnel François, Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique de trois mai mille dix-sept, en présence de Me Michelet Cenoble, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Me Pascal Toussaint.
Il est ordonné … etc.
En foi de quoi … etc.
Me Jean Wilson Noël, Av.

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Harold ISIDOR, d'avec son épouse née Murielle ZEPHIR pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés ; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Jean Joseph Donald CADET pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi six mars deux mille dix neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Pour expédition conforme collationné

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jn Patrick Bernard HYPPOLITE, d'avec son épouse née Karin JEAN LOUIS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés ; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Wiltio ALEXANDRE pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi six mars deux mille dix neuf en présence de Me Paul Wesley, Substitut commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Pour expédition conforme collationné

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclaré fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Frédéric Lafleur, d'avec son épouse née Roselaure Désir pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Nord de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destiné, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Annie Fignolé, Juge en audiences civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-quatre janvier 2019, en présence de Me Rolex Merove, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Monsieur Mozart Tassy, Greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près le Tribunal Civil d'y tenir la main forte à tous commandant et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdit. Ainsi signé : Me Antoine Fignolé et Mozart Tassy.
Pour expédition conforme collationnée : Le Greffier

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclaré fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Loundia Océan, d'avec son époux Grégory Scott Hughes pour abandon du toit marital. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat de Grande Saline, de transcrire sur les registres à ce destiné, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Wilkenson Altimé de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Phémond Damicy, Juge en audience civile, ordinaire et publique de jeudi seize mars deux mille dix-sept, en présence de Me Soidieu Toussaint, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Monsieur Huguens D'Haïti, Greffier du siège.
Il est ordonné … etc.
En foi de quoi … etc.
Me Jean Wilson Noël, Av

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Wagner Lange, d'avec son épouse Wilna Petit Homme pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat de Grande Saline, de transcrire sur les registres à ce destiné, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Pascal Toussaint de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Phémond Damicy, Juge en audience civile, ordinaire et publique de vingt-deux décembre mille dix-sept, en présence de Me Soidieu Toussaint, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Monsieur Féronel Fils-Aimé, Greffier du siège.
Il est ordonné … etc.
En foi de quoi … etc.
Me Jean Wilson Noël, Av.

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclaré fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Gardy Poitevien, d'avec son épouse Suzanne Myrlande Joseph pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat de Limbé, de transcrire sur les registres à ce destiné, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Fleurimond A. Paul de ce Tribunal pour la signification de ce présent jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Alix Fucien, Juge en audience civile, ordinaire et publique de dix-sept septembre mille dix-quinze, en présence de Me Hervé C. Hyppolite, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Luc Laurent.
Il est ordonné … etc.
En foi de quoi … etc.
Me Jean Wilson Noël, Av.

# Donald Trump: *« no collusion, no obstruction, total exoneration »* Jovenel Moïse: *« pas de blanchiment, disculpation nètalkole »*

Par Fanfan la Tulipe

*Twou manti pa fon*
Proverbe haïtien

*« L'État est le plus froid des monstres froids. Il ment froidement ; et voici le mensonge qui s'échappe de sa bouche : « Moi l'État, je suis le peuple ».*

**Friedrich Nietzsche**

Les voyous politiques se ressemblent tous. Même quand ils se savent coupables des pires délits, des plus odieuses malversations, prévarications, des plus choquants méfaits, forfaits et forfaitures qui révoltent jusqu'aux plus endurcis, ils ne manquent jamais d'audace, de hardiesse, d'effronterie, d'impudence, de culot pour se présenter, s'affirmer, se proclamer blancs comme neige. Le mensonge est l'air qu'ils respirent, la fourberie leur pain quotidien. Donald Trump et Jovenel Moïse illustrent parfaitement ce propos.

En mai 2017, le procureur américain Robert Mueller avait été chargé du fameux « dossier russe ». Il avait été sans doute établi que des Russes avaient influencé les résultats de l'élection présidentielle américaine en 2016. Mueller pour sa part avait comme tâche de déterminer si le président américain *lui-même-même*, Donald Trump, en avait été complice, s'il y avait eu **collusion** entre Trump et les Russes. Mueller avait aussi mandat d'enquêter sur tout fait (ou forfait) qu'il découvrirait, pas forcément en lien avec une ingérence russe.

Il est vrai que 34 individus ont été inculpés en 22 mois, pour des motifs divers, quoique nombreux, mais aucun pour **collusion**. Six d'entre eux sont dans l'entourage très proche du président. C'est dire qu'autour du « chef », ça puait le corrompu. Toutefois, Robert Mueller a conclu qu'il n'y avait aucun élément permettant d'incriminer Donald Trump ou son équipe de « **collusion** » avec la Russie lors de la campagne présidentielle de 2016. Concernant une possible entrave à la justice (« **obstruction »**), les pistes explorées par le procureur ne lui ont pas permis d'identifier quelque délit, de façon certaine, le doute bénéficiant à l'accusé Trump.

Depuis, le président américain n'a pas arrêté de tempêter, d'exulter, de se pavaner, de se glorifier, de se réjouir: « ***No collusion, no obstruction. Complete and total exoneration*** ». Pas de collusion, pas d'obstruction. Disculpation complète et totale! » Or, s'il est vrai que le rapport n'a pas identifié des preuves de collusion avec la Russie, par contre Trump ment comme un chien (comme disent les Haïtiens) en affirmant avoir été « complètement disculpé ».

C'est faux, f-a-u-x, complètement et totalement faux. Menteur ! Arracheur de dents ! Frère politique de Jovenel l'inculpé ! Cousin (par alliance politique) du licencieux Michel Martelly ! Le procureur spécial Robert Mueller a plutôt écrit : « « *Même si ce rapport ne conclut pas que le président a commis un crime, il* ***ne l'exonère pas non plus***. », laissant ainsi des voies d'action aux opposants du président. En effet, le texte du rapport fait la liste de 10 incidents d'obstruction dans lesquels Donald Trump est directement impliqué.

Donald Trump, « le menteur en chef » aurait prononcé en moyenne 22 mensonges ou affirmations trompeuses par jour, soit un total de 9 451 au 1er avril dernier. C'est la conclusion d'une étude très sérieuse réalisée par le Washington Post grâce à sa plateforme de *fact-checking*. Le 4 avril dernier, CNN avait répertorié 7 mensonges prononcés par Donald Trump en vingt-quatre heures. Entre autres bourdes, il avait affirmé que son père était né en Allemagne, alors que c'est son grand-père qui y était né. Un adage dit qu'à la guerre, la première victime, c'est toujours la vérité. Avec Trump, même en temps de paix, la vérité est aussi la première victime..

Venons-en à cet autre menteur doublé de corrompu, Jovenel Moïse, « le menteur en chef, le corrompu en chef ». L'homme a le tour d'initier ses mensonges en lançant, *alagouj*, des promesses qu'il ne tiendra jamais. Au départ, le cabotin s'était fait 'élire' en « promettant à manger dans toutes les assiettes et de l'argent dans les poches ». Il s'est pourtant trouvé des naïfs, des sots, des nigauds, des calebasses, des citrouilles, des pichets, des cruchettes, des gobe-mouches, des lourdingues, des pigeons, des *zòtolan* et surtout des pintades qui ont donné dans le panneau mensonger et mystificateur d'un certain Antonio Solà, un Espagnol retors qui avait considéré les Haïtiens comme des canards sauvages.

Cependant, force est de constater que seuls Jovenel, Titine, ses porte-parole menteurs, ses ministres, secrétaires d'État, ses *sousou* de conseillers plus qu'inutiles, ses espions, ses *bandi legal*, le grand nombre de parlementaires à sa solde, les cinquante juges corrompus qu'il a nommés ainsi que tous les profiteurs-suceurs-pillageurs-siphonneurs du bien public, sans oublier les gros bourgeois repus, ses tuteurs, oui, seuls ces gens-là ont leur assiette bien garnie et leurs poches lourdement remplies.

Lors de sa campagne électorale le mec avait promis : stabilité politique et macroéconomique, projet de téléphérique dans le nord vers le Cap, amélioration des possibilités de création d'emploi dans l'agriculture, création de 10 zones de production agricole à l'exploitation, création de 570 serres dans les sections communales, construction d'une route périphérique reliant Léogâne et Cabaret, ouverture d'une école aéronautique (sic), construction d'un téléphérique pour accéder à la Citadelle (resic), réforme en profondeur de l'administration publique, **lutte contre la corruption** et la contrebande, diminution des dépenses de fonctionnement de l'Etat. *Ou tande bèf*, je n'en n'aperçois pas encore les cornes…sauf Jovenel.
L'une des premières annonces de Jovenel Moïse, après sa prise de fonction, avait été la délivrance du passeport en cinq jours. Hélas ! 40 centres de livraison de documents ont été inaugurés en grande pompe à travers le pays. Rapidement, toutefois, il y eut des grèves pour des raisons diverses, notamment non-paiement du personnel. La promesse de délivrance du passeport est devenue une *tentennad*, car après des mois d'attente les gens sont réduits au *nadmarinad*. Le problème est pire pour la carte d'identification nationale. Menteur Jovenel ! Bluffeur Jovenel !

**Misérable Jovenel !**
Le 17 juin 2017, le président Jovenel Moïse, lors d'une rencontre avec la diaspora haïtienne de la Floride, avait sorti son grand mensonge de fournir l'électricité 24 heures sur 24,



**Jovenel Moïse, « le menteur en chef d'Haïti »**

**partout en Haïti,** «dans 18 à 24 mois». Se prenant lui-même au mot, Jomo avait promis que la commune de Les Irois serait dotée d'une usine électrique « dans un mois », c'est-à-dire le 17 juillet 2017. *Pwonmès se dèt. Ayayay* ! Allez donc aux Irois, vous ne verrez que « le soleil qui poudroie, l'herbe qui verdoie » et l'ombre de Jovenel qui mentoie.
En octobre 2018, des Maires de plusieurs villes avaient exprimé leur colère et leurs frustrations contre l'Exécutif en perturbant le discours du chef de l'État haïtien, Jovenel Moïse, lors de la cérémonie inaugurale du congrès de la Fédération nationale des Maires haitiens (FENAMH). Les Maires avaient alors, à plusieurs reprises, élevé la voix pour protester contre certaines déclarations du chef de l'État qualifiées de mensongères. Sur le dossier de distribution de véhicules aux municipalités les Maires avaient fait valoir que les promesses n'avaient pas été tenues. Un euphémisme, une façon dérobée pour dire: président vous mentez !

On n'oubliera pas, au passage, le fiasco de la « Caravane du changement ». Le lundi 30 avril 2018, sans aucune gêne, le menteur patenté, déclaré, s'est applaudi lui-même : « *Un an après le lancement de la Caravane dans l'Artibonite, la stratégie a marché. Le message est passé* ». Sacré menteur! Après avoir énuméré ses réalisations fictives, il a parlé de ses objectifs d'avenir à savoir, entre autres : son slogan d'électricité 24/24, le projet « *kay pa m klere* » 7 jour sur 7 en Haïti, dans un délai de 14 mois ; la construction à venir de 15,000 salles de classes et l'installation d'usines de production d'asphalte dans le pays. Jusqu'à présent : *nada*, rien, *anyen, niente, nichts*.

Malgré toutes ses palabres, l'inculpé n'a jamais indiqué le montant des dépenses effectuées par la caravane ni le nombre total d'emplois créés qui pouvait dans un sens permettre à la population de juger de l'œuvre accomplie, en réalité pas encore accomplie. En somme, un bilan coquin, mesquin, *tenten*, chétif, chiche, insignifiant, miteux, calamiteux, misérable, pitoyable, bref, à l'image de l'homme.

Et que dire du méga mensonge Agritrans ? Cette plantation de bananes de Jovenel Moise dans la commune de Trou-du-Nord, plantation bidon, pour ne pas dire *bidonne*. C'était un projet fantôme, une entreprise ténébreuse mise au service et au profit de bandits pour leur permettre de blanchir de l'argent, un projet de maquillage politique alors que nombre d'agriculteurs auraient pu faire des merveilles avec ces moyens, soit six millions de dollars décaissés du trésor public avec la complicité de Michel Martelly et Wilson Laleau. On peut parler d'un « mensonge à trois » avant même que Jovenel devînt président par la grâce d'un certain Antonio Sola, spécialiste des questions de stratégie électorale, de bluff électoral.

Il arrive que le menteur-bluffeur-bonimenteur-*esbroufeur*-mystificateur est aussi un corrompu. Avant le 7 février 2017, Jovenel Moïse avait été inculpé dans une affaire de blanchiment d'argent, dans le cadre d'un projet de production de bananes organiques, selon un rapport de l'Unité centrale de renseignement financier (UCREF). L'enquête avait été ouverte en 2013 et le rapport expédié au parquet en 2016. Après sa prestation de serment, Jovenel Moïse avait *gwoponyettement* limogé Sonel Jean- François à la tête de l'UCREF.

Il faut souligner que l'inculpé Moise avec son comportement de revanchard avait chassé à la tête de l'UCREF le Magistrat Sonel Jean François pour avoir conduit les enquêtes ayant abouti à la conclusion de son implication dans le blanchiment de plus 5 millions de dollars américains.

Et depuis, ce rapport qui l'avait inculpé de blanchiment a disparu de l'actualité jusqu'à ce que de nouveaux rapports, ceux de la Commission éthique et anticorruption du Sénat de la République et de la Cour des comptes viennent l'indexer pour une autre affaire encore plus grave : sa participation dans la dilapidation du fonds Petrocaribe. Entretemps, le malin et menteur Jovenel avait nommé 50 juges corrompus, oui, corrompus selon ses propres dires. Parmi eux, un certain Brédy Fabien. Devinez…

Bien sûr, vous l'avez deviné : Brédy a rendu un non-lieu en faveur du président de la république. Le commissaire du gouvernement de la capitale, Paul Eronce Vilard, un appendice suppuré de Jovenel, s'est empressé d'expliquer que le juge Fabien avait, dans sa souveraine, infaillible et putride sagesse, affirmé en son âme et conscience, qu'il n'y avait « pas matière à poursuivre [Jovenel]», que le président était **blanchi** et absous. C'était le jeudi 18 avril 2019, an de purulence judiciaire et de blanchiment des coquins, des fripons, des corrompus, des blanchisseurs d'argent sale.

Sans surprise le Président Jovenel Moïse a bénéficié de la faveur du même juge Brédy Fabien qui n'avait pas obtenu matière à poursuivre un certain Saint-Jean Romelien dit *Tet kale* arrêté à l'aéroport international Toussaint-Louverture sous l'administration du président provisoire Jocelerme Privert. Qui se ressemble s'assemble et… se pardonne.

Depuis, Jovenel s'est dressé sur ses ergots de menteur fieffé, invétéré, cuirassé, indécrottable, irrécupérable, indécrassable, pour clamer aux quatre points cardinaux, aux pôles nord et sud du globe : « Je suis **blanchi**, je n'ai jamais été en collusion avec des bandits, le dossier de l'UCREF n'a été tout simplement qu'un montage, un *fake* rapport, un véritable complot contre l'illustre paysan que je suis, devenu grand nègre par la grâce des gros bourgeois. Disculpation *nètalkole*. ».

Non ! C'est faux, f-a-u-x, complètement faux, totalement faux, archifaux. Le mec a menti. C'est dommage qu'aucun média haïtien ne se soit, comme le Washington Post, attelé à la tâche de répertorier les mensonges de Jovenel. On peut imaginer qu'il serait un redoutable concurrent pour Trump. Comme ce dernier, Jovenel ne devrait pas crier trop vite la mariée trop belle. En effet, il n'a pas été **blanchi** de *dwèt long*, de malversations relatives à la dilapidation du fonds PetroCaribe qui devait servir à développer le pays. En fait, il n'est pas tellement sûr d'avoir été définitivement **blanchi**.

En effet, Me André Michel, avocat de la partie civile constitué pour le professeur et syndicaliste Ernest Bolivar est déjà *dans le fif* de l'inculpé Moïse : « […] Je rejette cette ordonnance de complaisance. Je veux dire que la bataille est très loin d'être terminée. Nous attendons que l'ordonnance nous soit signifiée par le Parquet de Port-au-Prince pour l'attaquer par devant la Cour d'Appel de Port-au-Prince où le débat sera public avec l'obligatoire présence de l'inculpé Jovenel Moïse. » *Apa li papa*. N'est-ce pas lui, papa ?

Au carrefour des *tenten, koken* et malandrins, nous verrons bien si Trump n'a pas été coupable d'entrave à la justice (obstruction), et si Jovenel n'est pas trempé jusqu'aux os dans la dilapidation du fonds PetroCaribe. Qui vivra verra.

**28 avril 2019**

# Ak tout mwayen ki nesesè fòk chanjman an fèt nan peyi a pou mas Pèp la viv byen!

*«Toute l'histoire de la société a été jusqu'à présent l'histoire de la lutte des classes.»*
**Marx et Engels, Manifeste du Parti Communiste, 1847.**

Ti fraz Karl Marx ak Friedrich Engels sa nou mete alapapòt refleksyon sa gen anpil anpil sans sitou pou nou menm an Ayiti. Eksperyans nou nan peyi a kòm desandan esklavaj oswa nan listwa limanite montre wòl enpòtan klas sosyal yo jwe nan devlopman ak evolisyon sosyete yo. Nan ka pa nou, vrèman vre se batay mas travayè kaptif yo pou libète, byennèt ak bon kondisyon lavi nan diyite ki bay peyi Ayiti nesans. Non sèlman li ba nou nesans, men tou li pral sèvi sous enspirasyon pou batay anpil pèp sou latè ki t ap soufri nan rejyon Amerik la osnon lòt kote. Nan yon sosyete ki chita sou klas, estrikti sosyal la li menm se yon konsekans divizyon klas yo ak rapò klas yo devlope youn ak lòt. Sa vin fè tout chanjman enpòtan nan lavi sosyal la, nan yon fason oswa nan yon lòt, marande ak batay ki genyen ant klas yo. Tranzisyon anndan sosyete a oswa pasaj soti nan yon tip sosyete pou tonbe nan yon lòt toujou reyalize apati yon batay san pitye nan mitan klas sosyal yo kote pandan gen youn k ap batay pou anyen pa chanje, pou bagay yo rete tennfas, gen yon lòt li menm k ap mobilize fòs, enèji, estrateji ak taktik pou chanjman kapab fèt. Se yon sitiyasyon konsa n ap viv nan peyi Ayiti jounen jodi a.

Depi plizyè mwa, soti jiyè 2018 pou rive jounen jodi a, batay mas pèp la nan pasaj. Se vre se yon batay ki travèse plizyè faz men anpil moun gen santiman batay la lage nan repase po kann. Mouvman popile a devan sa nou ta kapab konsidere tankou yon enpas politik ki anpeche l vanse. Konsa, tout moun kapab konstate kijan entansite mobilizasyon yo bese anpil anpil apre gwo vag mobilizasyon – sitou apati 7 fevriye – te bay lenpresyon li ta prale pran yon vitès siperyè. Li pratiman klè dinamik batay la rantre nan yon enpas, yon kote wout la bloke, kote se repete senpman nou kapab repete sa n te fè deja. Si n vle vanse, sitiyasyon sa merite analize. Li enpòtan pou n gade nan sans sa ki kote batay pèp la bloke ? Ki kote li klete ? Kilès ki bloke l ? Se poutèt sa nan ti refleksyon sa, nou pral eseye reponn kesyon kisa dènye mobilizasyon k ap pase nan peyi a kapab aprann nou sou sitiyasyon klas sosyal yo an Ayiti ak sou kijan pou batay yo fèt kounye a? Lè n ap konsidere eta pwodiksyon nan peyi a ak sitiyasyon fòs k ap pwodui yo, èske nou kapab pale de klas sosyal an Ayiti jounen jodi a? Se yon kesyon anpil moun toujou renmen poze sitou sila yo ki konn bezwen montre analiz ak estrateji revolisyonè maksis yo pa kapab bay rezilta an Ayiti. Pou nou menm nan Kolektif la, san di petèt klas sosyal yo se yon reyalite moun ap viv chak jou ki jou nan peyi a. Alòs, si genyen klas sosyal, ki sa yo reprezante, ki klas ki kapab pote chanjman total kapital nan estrikti sosyete a jounen jodi a? Anvan nou rantre nan detay kesyon sa yo, an n gade dabò kisa yon klas sosyal ye.




**Randevou kase pou jounen entènasyonal batay travayèz-travayè yo Premye Me !**

**Sou klas sosyal yo**

Yon klas sosyal se yon ansanm moun k ap jwe yon menm wòl nan pwosesis pwodiksyon nan yon sosyete. Nan pwosesis sa a, ansanm moun sa yo devlope menm kalte rapò ak lòt moun k ap travay oswa lòt materyèl (zouti) tou ki reprezante mwayen travay ak pwodiksyon yo. Kòm rezilta, nan pwosesis distribisyon pwodui travay yo, sa k ini chak klas se inite nan sous lajan k ap vin jwenn li kòm revni, paske se rapò – mekanis – sou jan pwodui yo fèt ki pral detèmine kijan rapò distribisyon pwodui yo ap fèt. An nou pran egzanp, travayèz nan izin soutretans yo – atelye lamizè yo – k ap koupe pyès twal oswa kole pyès twal yo pa reprezante yon klas diferan ak travayèz ki nan izin k ap triye kafe yo oswa sila yo k ap fè pyès elektwonik yo, yo tout se yon sèl klas sosyal. Poukisa? Paske nan mekanik rapò sosyal yo genyen ak lòt gwoup moun yo (enjenyè, sipèvizè ak kapitalis yo), eleman rapò sa yo gen menm karakteristik ki vle di pouvwa, dominasyon ak eksplwatasyon.

Sa pèmèt nou wè aklè sa ki alabaz divizyon klas yo nan sosyete yo se rapò pwodiksyon yo. Byen petèt nou bezwen pran yon ti tan gade lòt apwòch ki ta kapab posib sou kesyon sa a. Pa egzanp, fason ki pi komen pou moun ki pa analize sosyete apati griy analiz rapò pwodiksyon yo reflechi se gade divizyon an klas sosyete yo sou baz moun "rich" oswa moun "pòv". Konsa nou kapab tande ideyològ jako repèt wòwòt k ap klewonnen Père riche, père pauvre oswa k ap monte tout distenksyon sosyete a chita sou travay, parès, imajinasyon. Moun sa yo konn konsidere si yon moun gen nan pòch li, nan bous li oswa sou kanè bank li anpil lajan epi yon lòt genyen de fwa plis lajan, sa fè yo fè pati de klas diferan. Nan ka sa, yo plis konsidere dimansyon byen moun yo genyen oswa nivo ak kalite vi yo ap mennen. N ap jwenn mòd analiz trivyal sa nan diskou eleman tiboujwazi ak arivis yo, ki souvan rete sou aspè sipèfisyèl reyalite yo. Konsa, nou kapab tande yo ap distenge youn lòt parapò ak sa l mete nan pye l oswa rad ki sou li.

Sou kesyon sa, men sa Karl Marx ekri nan **Misère de la Philosophie (1847)** : *« Sa ki nan pòch oswa nan bous yon moun pote yon diferans senpman sou kantite, li pa sou kalite. Li kapab ede pou mete de (2) moun ki nan yon sèl ak menm klas youn anfas lòt »* (Le contenu du porte-monnaie est une différence purement quantitative, à l'aide de laquelle deux individus d'une seule et même classe peuvent excellemment être jetés l'un contre l'autre). Si n ap eseye di sa yon lòt jan, diferans nan "richès" endividi yo pa ka sifi kòm kritè pou defini nan ki klas yo ye, malgre li kapab gen yon aksyon detèmine ant moun anndan yon sèl ak menm klas la. Toujou sou kesyon klas sosyal yo, gen moun tankou Boukharine (1921) ki pwopoze pou n ta separe klas sosyal ak kondisyon sosyal. Nou p ap rantre nan detay sa la men moun ki enterese kapab ale gade distenksyon sa.

**Retounen sou blokaj mobilizasyon yo an Ayiti**

Jan yon otè te di, li enpòtan pou n konprann sa ki pa mache pou n kapab konprann kijan pou sa mache. Menmsi se vre tou konprann pa sifi, men konprann se premye baz pou n kapte kisa pou n fè. Alòs, pou n konprann sa k bloke nan sitiyasyon n ap viv depi plizyè mwa an Ayiti gen kat (4) eleman fondamantal pou n konsidere : 1) eta devlopman fòs pwodiktiv yo nan peyi a ; 2) feblès – akoz dispèsyon yo pou tout sòt rezon nou p ap gen tan analize la – òganizasyon k ap revandike yo nan pwojè sosyete altènativ nasyonal popilè an; 3) nivo « depandans » klas k ap dirije peyi a devlope ak ajenda entènasyonal la (se pratikman ajan pwojè ak vizyon etranje ki gen kontwòl tout manèt pouvwa fòmèl nan peyi a : ekonomik, politik, ideyolojik); 4) pozisyonman Ayiti depi trant dènye lane sa yo nan sa sèten moun k ap analize rele « outer periphery » oswa « periferi andeyò » sistèm kapitalis la.

Malgre tout kat (4) eleman sa yo fondamantal pou analize sitiyasyon an, menmsi se vre tou 4 eleman yo dwe marande youn ak lòt pou pèmèt byen kapte kijan pou n aji sou sitiyasyon an, nou menm nan Kolektif kanmarad Janil Prezan pou refleksyon sa a se sitou sou de (2) premye yo n ap konsantre refleksyon nou poutèt se yo menm ki vre preyokipasyon batay nan mitan kan pèp la. Se de premye yo yo menm ki kapab ede nou detèmine pi bon mannyè pou n aji si n vle fòse sitiyasyon an chanje nan sans enterè mas pèp la.

E nan de eleman sa yo, refleksyon sou feblès estrateji òganizasyon pwogresis yo pi fondamantal toujou paske nan jan batay politik la prezante sou teren an, nan mitan divès aktè politisyen k ap twoke kòn yo sou teren an se « la théorie des jeux », se je chèch ak je chèch. Depi gen twòp koken nan mitan jwè yo, sèl mwayen apezman ak regilasyon, se yon enstans abitraj. Se la tout fòs reyèl enperyalis la. Si pa egzanp te gen inite nan kan pèp la, sou baz yon pwogram minimòm, okenn fòs gouvènman pa t ap kapab kanpe douvan puisans, volonte ak pwojè pèp souvren an. E lè sa, sipò blan pa sipò blan se t ap bobin fil.

Analiz maksis klasik la aprann nou lè n ap gade dinamik batay nan yon sosyete pou n konsidere rapò pwodiksyon yo, pou n gade nivo devlopman fòs k ap pwodui yo, mòd pwodiksyon an epi klas sosyal k ap twoke kòn yo (laboujwazi ak pwoletarya) nan sosyete a. Alòs kisa dènye mobilizasyon yo aprann nou sou rapò pwodiksyon yo nan peyi a.

Eta devlopman fòs pwodiktiv yo nan peyi a Nou te konn sa deja men dènye mobilizasyon yo montre nou ak divès egzanp fò nan ki nivo fòs pwodiktiv yo rabougri nan peyi a. Se pa tijwèt! Mòd rapò nouvo divizyon entènasyonal travay la (DET) kreye nan peyi a mete ansanm lojik soumisyon lakay dirijan yo afebli anpil anpil devlopman fòs pwodiktiv yo. Fòs pwodiktiv yo tèlman rabougri, nou ta gen dwa menm di yo pa egziste ankò. Peyi a tounen yo gwo ―mache‖ kote pifò rapò ekonomik yo chita sou achte (oswa ranmase) lòt bò dlo pou revann isit, ―èd lentènasyonal‖ ak sipò nan men dyaspora. Nan nivo pwodiksyon endistriyèl se preske zewo apa nan soutretans lan. Nan nivo pwodiksyon agrikòl se menmjan, nan nivo sa yo rele endistri savwa, pwodiksyon lakonesans se menmman parèyman. Anpil pale met la men se radòt k ap fèt ! Boutofen, sèl sa k rete se pwodiksyon moun.




Efektivman, peyi a ap « pwodui » anpil anpil moun si n kapab otorize tèt nou pale konsa. Prensipalman moun pou vin ranfòse lame rezèv kapitalis transnasyonal la. Konsa nou kapab tande jako repèt k ap rele bamonos oswa jounalis sou payrol, teworis anti Ayiti-anti pèp ak mikwo k ap ankouraje jèn kite peyi a. Anreyalite, prensipal karakteristik sistèm kapitalis la nan peyi a se prekarite ak enstabilite. Se mak fabrik li menm. Pifò travayèz ak travayè yo, pifò moun ap viv nan prekarite. E prekarite sa se pa yon defo fabrik li ye, se fòm sistèm lan pran menm nan peyi a. Nan kontèks pa nou an Ayiti, non sèlman sitiyasyon sa a se yon eritaj « pase kolonyal » la men tou li se fondamantalman konsekans divizyon entènasyonal travay la ki, sou baz rasis ak konfli sivilizasyon, pozisyone peyi a kòm payaya – n ap genyen pou n gade pwen sa pi devan – nan sistèm global Lemonn. Sa ki fè chak jou piplis, dirijan yo ap fòse yon gwo kantite moun nan zòn lavil yo tankou nan seksyon riral yo rantre nan okipasyon ak aktivite « enfòmèl ». Natirèlman, fòk nou di tou klas moun ak gwoup moun ki pran direksyon peyi a daso yo santi yo kòdyòm nèt ak wòl sa. Alòs dènye mobilizasyon yo konfime pou nou lojik ki dominan nan pratik sosyal la an Ayiti jounen jodi a (lojik achte revann, lojik rantye oswa bese triye ranmase a) se pa yon lojik kapitalis òdinè men yon lojik lumpenpwoletarya. An n gade kisa sa vle di ? Konsènan lumpenpwoletarya a Nan liv sou batay klas yo nan peyi Lafrans, Karl Marx dekri aristokrasi finans Louis Philippe premye a ak tout Monachi Jiyè li an (1830–48) kòm yon rejim lumpenpwoletarya. Li ekri: Nan fason li fè dappiyanp sou richès yo epi jwi richès sa san retni aristokrasi finansye a pa anyen pase lumpenpwoletarya

suite à la page(16)

# Haïti : l'agression impérialiste contre la révolution bolivarienne provoque un mouvement de masse !

Par Rob Lyon

Au mois de février dernier, des manifestations de masse et une grève générale demandant la démission du président Jovenel Moïse paralysaient Haïti. Ce mouvement de masse était également une réaction à la pauvreté grandissante et à la corruption. Il est une continuation directe de la grève générale de l'été 2018 contre l'augmentation des prix du carburant et des manifestations de novembre dernier liées au scandale de corruption impliquant des fonds de PetroCaribe.


Soutien haïtien au peuple Vénézuélien et au gouvernement légitime de Nicolas Maduro

**La corruption de PetroCaribe**

PetroCaribe est une alliance lancée en 2005 par le gouvernement Chavez qui allait éventuellement inclure 17 pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes. À l'époque où le prix du baril de pétrole dépassait 100$, le programme PetroCaribe permettait de fournir du pétrole bon marché et des modalités de crédit préférentielles à ses membres. Ceux-ci pouvaient obtenir du pétrole pour une fraction du prix du marché et payer le reste sur 25 ans avec peu d'intérêts.

Haïti a rejoint PetroCaribe en 2006 lorsque Préval a pris le pouvoir, au grand dam des impérialistes. Sans PetroCaribe, le gouvernement haïtien se serait trouvé dans une position très difficile, puisque les hauts prix du baril de pétrole auraient siphonné les coffres du gouvernement. Après le tremblement de terre en 2010,


Bain de foule du président Chavez dans les rues de Port-au-Prince au mois de mars 2007

le Venezuela a non seulement effacé 295 millions de dollars de dette qu'Haïti avait contractée depuis son adhésion à PetroCaribe, mais il a aussi fourni des fonds d'aide et de reconstruction. Ces actes de solidarité de la part du gouvernement vénézuélien ont été grandement



Marche pour réclamer de la lumière sur la gestion de l'argent de PetroCaribe

appréciés par le peuple haïtien.

Depuis, Haïti a accumulé deux milliards de dollars en dette envers le Venezuela sous le programme PetroCaribe. L'idée derrière PetroCaribe était que les économies réalisées par le programme seraient utilisées pour des investissements en infrastructure et développement, surtout dans le logement, la santé et l'éducation. Des années plus tard, il n'y a eu aucun développement et le peuple haïtien n'a vu aucun des avantages sociaux attendus. Les gens ont naturellement commencé à se demander où l'argent était allé.

Le Sénat haïtien a publié des rapports en 2016 et en 2017 indiquant que près de deux milliards de fonds de PetroCaribe ont été volés par l'élite politique haïtienne. Les rapports ont montré qu'il y a eu 1,7 milliard de dollars en contrats sans appel d'offres alloués par le gouvernement entre 2008 et 2016. Ces projets ont été payés en utilisant l'argent de PetroCaribe, mais n'ont jamais été menés à leur terme.

Les rapports du Sénat et un rapport de la Cour supérieure des comptes datant de janvier 2019 ont souligné la gestion désastreuse et le détournement des fonds de PetroCaribe. Une quinzaine d'anciens ministres et de hauts fonctionnaires de l'ancien gouvernement Martelly sont impliqués, incluant l'actuel président Moïse lui-même. Une entreprise possédée par Moïse à l'époque a été payée pour la construction d'une route, mais aucun contrat n'a été trouvé pour le projet.

Le rapport de janvier lui-même est incomplet et n'a pu se rendre au bout de l'enquête sur le vol de fonds de PetroCaribe. Un autre rapport est prévu pour avril. Sans surprise, malgré le vol flagrant de fonds de PetroCaribe, aucune accusation n'a été portée et aucune arrestation n'a eu lieu.

Stimulée par "PetroCaribe Challenge", une campagne lancée sur les réseaux sociaux, une série de manifestations ont eu lieu l'an dernier contre le vol des fonds de PetroCaribe et la corruption généralisée au pays. Ce mouvement a culminé avec des manifestations de masse et des grèves qui ont paralysé Port-au-Prince plusieurs fois vers la fin de 2018. Les manifestants demandaient la démission du gouvernement et que justice soit rendue pour la corruption et le vol des fonds de PetroCaribe.

**La fin de PetroCaribe**

La situation économique haïtienne ne cesse de se détériorer. Les fonds d'aide étrangère qui ont été envoyés au pays après le tremblement de terre de 2010 et les ouragans qui ont suivi ont été épuisés. Il semble également qu'une grande partie de cet argent a été aussi volé par les élites haïtiennes.

Haïti était déjà en retard sur ses paiements au Venezuela sous l'accord PetroCaribe. Cependant, avec la pression grandissante des États-Unis sur le Venezuela sous la forme de sanctions économiques, Haïti s'est retrouvée incapable de payer sa dette et la participation du pays au programme a pris fin en octobre 2017.

Le Venezuela ne peut pas fournir du pétrole subventionné à Haïti à cause des sanctions. La réalité est que les subventions au carburant desquels dépendent la plupart des Haïtiens pour leur survie pouvaient seulement être maintenues grâce à PetroCaribe. Cette option étant écartée, le gouvernement haïtien s'est tourné vers le Fonds monétaire international (FMI), qui y a vu l'occasion de forcer le gouvernement haïtien à cesser de subventionner le carburant. Le FMI a offert des millions en prêts en échange de privatisations et de l'élimination des subventions au carburant. Le FMI expliquait qu'à cause du vol et du détournement des fonds de PetroCaribe, les subventions au carburant devaient cesser car elles profitaient de manière disproportionnée aux élites haïtiennes.

Cela ne pouvait qu'enrager la population haïtienne. Non seulement la classe dirigeante haïtienne a-t-elle volé les fonds de PetroCaribe destinés au développement social au bénéfice des pauvres, maintenant, c'est le peuple qui doit payer? La réalité est que la plupart des travailleurs et des pauvres d'Haïti ne peuvent pas survivre sans ces subventions. L'annulation des subventions proposée a entraîné une explosion de colère dans la population haïtienne exprimée par des manifestations et grèves de masse en juillet 2018. Ce mouvement a provoqué la démission du premier ministre.

Maintenant que le Venezuela ne peut plus fournir de pétrole subventionné, Haïti a dû se tourner vers les compagnies pétrolières américaines et payer les prix américains pour le pétrole, ce qu'ils ne peuvent se payer. Résultat, une pénurie de carburant frappe le pays. La pénurie est telle qu'il y a de longues files d'attente aux stations-service et les gens ne peuvent avoir de gaz pour la cuisine, l'éclairage et l'électricité. Les entreprises de télécommunication n'ont pas assez de gaz pour garder leurs tours de téléphonie cellulaire en marche et les entreprises de services publics ne peuvent fournir de courant. Étant donné que la production électrique a été coupée à cause de la pénurie, beaucoup de régions du pays n'ont que six heures de courant par jour, tandis que d'autres n'ont pas de courant du tout.

De manière scandaleuse, du carburant est livré à Haïti, en réalité. Il y a présentement des pétroliers remplis de carburant dans le port de Port-au-Prince, appartenant à des entreprises énergétiques américaines. Mais le gouvernement haïtien est à court d'argent et déjà en retard sur ses paiements à ces entreprises, et celles-ci refusent de livrer le carburant jusqu'à ce que les dettes soient payées et que les paiements soient faits en entier, en dollars américains.

Ayant perdu l'accès au pétrole bon marché à crédit, le déficit budgétaire haïtien monte en flèche, le résultat étant une dévaluation de la monnaie par rapport au dollar américain. Le taux d'inflation est autour de 15% depuis environ deux ans, ce qui fait monter les prix des denrées de base et fait du gaz, du transport et de la nourriture des marchandises hors de portée de la plupart des Haïtiens.

Un manifestant a expliqué à la presse : « On n'en peut plus de ce marasme économique: on n'a pas d'électricité, pas de sécurité et maintenant les vendeurs de farine et de pain ont décidé de fermer leurs portes à cause de l'inflation. Donc on s'approche à nouveau d'émeutes de la faim. » Une femme ajoutait : « Quand j'étais petite, cent gourdes nous permettaient de manger à ventre plein ! Maintenant, on ne pourrait même pas acheter le charbon pour cuire la nourriture. » Elle a renchéri : « Avec Martelly, c'était mieux. Avec Préval avant lui, on mangeait encore à notre faim. Et sous Aristide mes enfants allaient à l'école ! »

Démontrant bien l'humeur de la population, un autre manifestant a expliqué : « Cela fait deux ans que Jovenel [Moïse] nous promet de remplir nos assiettes, moi je ne mange pas des mensonges. »

*suite à la page(18)*

# Jean-Michel Lapin, impasse politique et flou constitutionnel !

S'agissant de gestion politique et institutionnelle, rien n'est jamais simple en Haïti. Le cas et la situation de l'actuel Premier ministre a.i, Jean-Michel Lapin, sont une illustration parfaite de la problématique du pouvoir haïtien. C'est une évidence, l'élite politique haïtienne n'est plus en mesure de gouverner ce pays. Elle a échoué dans sa mission qui consiste à conduire le pays sur la voie de développement durable. Ici la « Vocation de l'élite » de Jean Price Mars, a perdu son sens bien qu'elle demeure une réalité sur le plan universel.

En tout cas, en Haïti, il devient donc inutile d'évoquer une quelconque élite politique si l'on est à la recherche d'une solution pour sortir ce pays du marasme dans lequel il est tombé depuis bien des lustres. Comme une malédiction, depuis la chute de la famille Duvalier pour cause de dictature, plus les années passent plus l'on ne comprend rien de ce qui se passe dans la tête des dirigeants du pays. L'élite politique haïtienne qu'elle soit du pouvoir exécutif ou législatif semble perdre le Nord. Elle agit de manière machinale sans aucune réflexion pouvant rendre ses actions ou ses démarches compréhensibles.

Et agit surtout pour que ses décisions ne puissent être utiles au pays. Comme une conjuration, à chaque chute d'un Premier ministre, Haïti est frappé par une espèce d'amnésie collective au sein de l'appareil d'Etat. Du Président de la République au dernier de ses Conseillers, tout le monde oublie comment ça marche. Quelles sont les règles à respecter et les délais constitutionnels prévus pour parvenir à l'installation d'un nouveau gouvernement légitime ? Rares sont les périodes où le parcours normal pour la désignation et l'installation d'un Premier ministre a été respecté. A chaque fois, on tergiverse dans tous les coins du pouvoir et de la République en général avant que ce processus, en théorie simple, puisse être abouti. A quelques exceptions près, la nomination et l'installation de tous les chefs d'un gouvernement constituent un vrai casse-tête pour tous les Présidents de la République. Surtout depuis le renversement de l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide en 2004. Même avec la présence d'une importante force d'occupation multinationale, installer un Premier ministre de manière régulière à la Primature ou à la Villa d'Accueil n'est pas toujours chose aisée.

Cela a toujours été très laborieux. Quand on ne viole pas purement et simplement les articles de la Constitution relatifs à la nomination du chef de gouvernement, on s'épuise à chercher des considérations qui n'ont rien à voir avec l'idée que faisaient les Constituants à la création de ce poste de Premier ministre dans le système politique haïtien. Ainsi, à chaque période de désignation, nomination et installation du nouveau chef de gouvernement, les politiques et les constitutionnalistes s'en donnent à cœur joie sans pour autant apporter une explication claire et sans ambiguïté capable d'éclairer le commun des mortels ou les moins avisés. En vérité, ce débat sans fin n'aide pas non plus les premiers concernés entre autres le chef de l'Etat à qui revient l'ultime privilège de nommer un Premier ministre ni aux parlementaires (sénateurs et députés) qui en réalité détiennent la clé de la Primature.

Puisque ce sont eux et eux seuls qui peuvent autoriser monsieur X ou madame Z à aller s'installer à la Villa d'Accueil après la prononcée de sa Déclaration de politique générale selon le vote qu'il aura obtenu des deux Chambres séparément. Une



De gauche à droite, Michel Ange Gédéon, Jean-Michel Lapin et Jean Roudy Aly. À quel titre Jean-Michel Lapin est à la Primature et avec quelle légitimité il gouverne le pays si vraiment c'est lui qui le gouverne

absurdité ! Or, il aurait été beaucoup plus simple et plus logique que les sénateurs et les députés se réunissent en Assemblée Nationale et votent en même temps pour ou contre la Déclaration de politique générale du Premier ministre nommé. Mais en Haïti, dans le domaine politique, l'absurdité fait partie intégrante de tout ce qui relève du bon sens. Cette affaire de double passage devant le Parlement est non seulement une perte de temps mais elle favorise la corruption politique à grande échelle entre les partisans du Premier ministre nommé et les élus qui en profitent pour monnayer leur vote.

Car, contrairement à ce qu'on pouvait attendre d'eux, les sénateurs et les députés ne votent pas sur la Déclaration de politique générale du nouveau chef de gouvernement, mais uniquement sur les gains et les bénéfices qu'ils peuvent en tirer à titre personnel. D'où les péripéties des prétendants au poste de Premier ministre au Parlement haïtien. Mais avant même d'arriver à ce stade de ce processus long, périlleux, ridicule et sujet à la corruption politique et institutionnelle, il y a déjà le cas du non respect de la Constitution. Le cas de Jean-Michel Lapin en est le dernier exemple. Sans entrer dans les détails ou débats sur oui ou non il pouvait être nommé Premier ministre par le fait qu'il faisait partie d'un gouvernement qui a été censuré par la Chambre des députés, il y a la question de la durée de son mandat de chef de gouvernement par intérim. Empêtré dans son conflit ouvert avec son ex-Premier ministre, Jean Henry Céant, le Président de la République, Jovenel Moïse, a vite trouvé un accord avec les députés de sa majorité PHTK pour renvoyer le Notaire chez lui sans ménagement. Naturellement, ce renvoi fait partie d'un deal politique.

Et peut-être a même favorisé beaucoup de corruption. Dès le lendemain, le Président, comme il est prévu dans la Constitution, a nommé un ministre sortant en l'occurrence, Jean-Michel Lapin, chef de gouvernement a.i pour une durée de 30 jours selon l'article 165 de la loi mère. Nommé le 21 mars 2019, constitutionnellement il devrait être remplacé par un nouveau Premier ministre ratifié par le Parlement au terme de ces 30 jours passés à la Primature à expédier les affaires courantes. En clair, si on était dans un pays où l'on respecte les règlements établis, le 21 avril 2019 Jean-Michel Lapin devait être soit remplacé par quelqu'un d'autre soit confirmé dans ses fonctions en tant que Premier ministre légitime par le Parlement le fait qu'il avait été nommé entre-temps par le Président de la République pour succéder à Jean Henry Céant. Sauf que, plus d'un mois plus tard, non seulement Jean-Michel Lapin est toujours en place à la Primature, donc un premier viol de la Constitution, mais il est dans l'impasse même pour former son nouveau gouvernement plus de quinze jours après sa nomination comme Premier ministre.

En Haïti, les choses politiques ne sont jamais simples. Il ne faut surtout pas confondre sa nomination comme Premier ministre a.i à la place de Céant avec sa situation de Premier ministre nommé pour succéder à l'ancien Premier ministre Jean Henry Céant. Dans un autre pays où la gouvernance politique est prise très au sérieux et simplifiée, Jean-Michel Lapin aurait été tout simplement le successeur de Jean Henry Céant dès sa nomination par le Président de la République. Il avait seulement à former un nouveau cabinet ministériel et se présenter devant l'Assemblée Nationale pour faire sa Déclaration de politique générale quelques jours après son installation à la Primature et l'installation de chaque nouveau ministre à son Ministère respectif. Mais ici, cela aurait été trop beau et trop simple pour être vrai. Du coup, depuis le 21 avril 2019, et le Premier ministre nommé et le chef de l'Etat et les parlementaires nagent en plein flou constitutionnel sur le comportement qu'ils doivent avoir dans le cadre de ce flou juridique et politique.

Si Jean-Michel Lapin est bien un Premier ministre nommé depuis plus de quinze jours, il n'a néanmoins toujours pas pu constituer son nouveau cabinet ministériel. Or, tant qu'il n'a pas formé ce fameux cabinet avec certainement de nouvelles têtes, il ne peut pas se présenter au Sénat ou à la Chambre des députés pour faire sa Déclaration de politique générale qui sera sanctionnée soit par un vote de confiance donc approuvée soit par un vote de non confiance donc renvoyé chez lui comme Jean Henry Céant. Le problème est que Jean-Michel Lapin n'est point responsable de la situation dans laquelle il se trouve depuis le 21 avril 2019. Il n'a pas créé le vide et l'impasse politique et institutionnelle. En tant que successeur désigné du Notaire de Bourdon, il a multiplié les consultations politiques et actions gouvernementales en vue de mettre toutes les chances de son côté pour qu'il soit ratifié par les deux Chambres au moment où il reçoit les invitations à venir faire son grand oral au Bicentenaire.

Sauf que le plus compliqué pour Jean-Michel Lapin aujourd'hui est de savoir à quel titre il est à la Primature et avec quelle légitimité il gouverne le pays si vraiment c'est lui qui le gouverne. Quand on voit que ce sont les gangs et les hommes d'affaires mafieux qui ont le contrôle de la plupart des institutions et des régions d'Haïti. N'étant plus Premier ministre par intérim depuis le 21 avril, puisque son mandat a expiré constitutionnellement, Jean-Michel Lapin ne peut plus prétendre expédier les « affaires courantes » de l'Etat. De même, en tant que Premier ministre nommé mais non ratifié, pour le moment, il ne peut pas non plus prendre des décisions au nom du pays. Puisqu'il n'a aucune provision légale pour prétendre gérer les affaires du pays. Contrairement à ce qu'on peut penser, c'est une situation à haut risque pour celui qui détient les clés de tous les rouages du pouvoir sans pour autant avoir le droit ou le pouvoir de faire quoi que ce soit. Le Premier ministre nommé court le risque d'être accusé demain par l'opposition et par maitre André Michel en particulier d'usurpateur.

Ou d'avoir usurpé le pouvoir pour dilapider les caisses de l'Etat durant ce vide juridique, flou constitutionnel et le désert politique qu'il traverse avec le Président Jovenel Moïse. Jean-Michel Lapin est donc en attente en même temps qu'il est sur la corde raide. Dans la mesure où le moindre faux pas ou la moindre erreur peut le conduire devant les Tribunaux ou en Prison ou peut lui coûter sa chance de rentrer dans l'histoire avec un grand H en devenant Premier ministre de la République. Confiant et inquiet à la fois, le locataire provisoire de la Villa d'Accueil est dans une situation plus qu'inconfortable politiquement. En effet, au moment où il a le plus besoin de paix et de sécurité dans le pays, l'insécurité plonge certaines villes haïtiennes dans une psychose collective.

Puisque c'est le moment choisi par les bandits et les criminels en tout genre de faire le plus parler d'eux. La semaine dernière encore, en pleine polémique entre deux sénateurs, Jean Rénel Sénatus (Zo Kiki) de l'Ouest et Garcia Delva de l'Artibonite à propos du chef de gang Anel Joseph, d'autres attaques conduites par d'autres chefs de gang ont eu lieu dans les périphéries de la capitale faisant plusieurs morts et blessés. Sans parler du Port privé de Lafiteau où des conteneurs suspects ont été livrés à leurs propriétaires sans aucune autorisation ni vérifications des autorités compétentes. Or, il est question de contrebande d'armes à feu. Alertée, Romel Bell de la DGD (Direction Générale des Douanes) et le Commissaire du gouvernement Paul Eronce Villard ont dû en catastrophe faire fermer provisoirement ce Port privé où l'Etat, mais c'est un secret de polichinelle, n'a pratiquement aucun contrôle sur ce qui rentre et sort du pays.

Une affaire qui tombe mal pour le Président Jovenel Moïse et son Premier ministre dont le statut est dorénavant en débat. Coincé entre légalité et légitimité, Jean-Michel Lapin est handicapé depuis la fin de son court mandat de PM a.i. Il ne peut rien décider ni rien ordonner sous peine d'être mis en accusation pour forfaiture. Pendant ce temps, l'impasse politique et gouvernementale continue. Si Le Premier ministre nommé reste prudent et discret dans ses actions et décisions puisqu'il ne connaît pas très bien son statut actuel, Jovenel Moïse lui ne semble pas savoir comment faire pour débloquer la situation politique avec l'opposition qui ne veut rien lâcher et réclame aujourd'hui la tête de Jean-Michel Lapin. L'impasse politique actuelle arrange donc l'opposition radicale qui semble mettre Jovenel Moïse en défi et par la même occasion compliquer les relations du Président de la République avec les autorités financières internationales qui n'entendent pas négocier « un sou » avec un Etat sans gouvernement et sans un Premier ministre ratifié par le Parlement. Si certaines formations politiques, les moins radicales, donnent un accord de principe pour une participation sous certaines conditions au futur gouvernement dont on ne sait toujours pas si ce sera Jean-Michel Lapin qui est de moins en moins sûr ou quelqu'un d'autre qui sera Premier ministres, l'incertitude demeure entière.

Dans la mesure où Jovenel Moïse sait, comme tout le pays d'ailleurs, que si l'opposition radicale n'entre pas dans le futur gouvernement la crise politique aura de grande chance pour qu'elle s'amplifie avec la période électorale qui arrive. D'où l'attitude de la présidence de ne pas précipiter les négociations quitte à laisser pourrir davantage le chaos politique (absence de gouvernement) et social (insécurité et chômage) que vit le pays pourvu que les négociations avec l'opposition radicale débouchent sur quelque chose peut-être avec la nomination d'un nouveau Premier ministre en accord avec l'opposition.

Mais pour cela rien n'est moins sûr. Les partisans de l'ancien Premier ministre Jean Henry Céant n'ont pas dit leurs derniers mots. Discrètement, ils sèment un peu partout des peaux de bananes mûres sur le parcours du Président Jovenel Moïse en encourageant les membres de l'opposition à ne pas entrer dans le futur gouvernement. Donc, lui laisser le pouvoir seul avec ses amis. Une façon de démontrer que le départ de leur poulain de la Primature n'était pas la meilleure solution aux multiples crises politiques, sociales et institutionnelles du pays. Avec cette impasse politique et ce flou constitutionnel, pour les amis et les partisans de Jean Henry Céant, la vraie solution passe forcément par la démission du Président Jovenel Moïse.

**C.C**

# Jill Martin Ives: A Revolutionary Who Loved People

## *July 11, 1935 - April 22, 2019*

by Kim Ives

She was the granddaughter of a British knight, who headed the largest trans-Atlantic passenger ship line, and the daughter of an early Time magazine managing editor.

Despite this lineage, which gave her an upbringing of wealth and privilege, Jill Stuart Martin devoted most of her life to working for the liberation of humanity's exploited and oppressed, particularly the people of Haiti.

She died peacefully in the Bronx on Apr. 22 at the age of 83.

Living in Brooklyn's "Little Haiti" for the later half of her life, she was well-known and beloved by residents and shopkeepers of the working-class neighborhoods along Flatbush Avenue, where she could often be seen driving minivans or station-wagons filled with the weekly newspaper *Haïti Progrès.* She worked there for almost three decades after its 1983 founding.

Jill loved people, and people loved Jill, who spent hours learning about their problems and trying to help whomever however she could. She was truly fascinated to learn peoples' life-stories and seemed to know every bit of gossip in a two-mile radius around the *Haïti Progrès* office.

Having raised many children, she was the consummate mother, preparing food for and cleaning up after the constant stream of journalists, activists, and visitors which streamed through the office during the heady days of the Duvalier dictatorship's fall to Jean-Bertrand Aristide's rise and the subsequent coups d'état.

Reared in the Long Island Gold Coast towns of Locust Valley and Oyster Bay, she went to an elite girls' boarding school in Maryland before attending Wellesley College in Boston. But she cut her college education short after two years to marry a graduating Yale student, Kenneth Appleton Ives, Jr.. The couple produced five sons in the space of six years, eventually settling in 1960 in Westchester County's Bedford, NY.

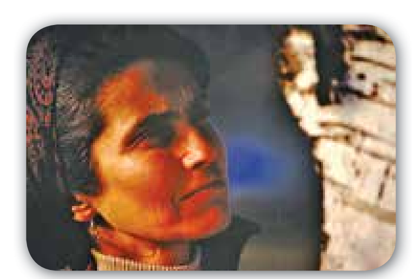
There, Jill Martin Ives at first led the life of a typical suburban upper middle-class homemaker, driving her kids to school and church, attending PTA meetings, volunteering at the local hospital, and organizing Mt. Kisco Boys Club benefits.

But since she was a young girl, Jill had an innate class consciousness. She was embarrassed to arrive at gradeschool in a chauffeur-driven limousine during the depths of the Great Depression and was drawn into friendships with the servants who ran the mansions where she grew up.

In Bedford, she began to help working-class youths from poor neighborhoods and broken homes, inviting them to live in the guestrooms of her young family's home. As those young people multiplied and brought the drama of their own turbulent lives (crashed cars, violent confrontations, visits from the Sheriff, etc.) into her household , Jill's marriage began to fray.

"You're just fixing flat tires on a road covered with tacks," a Haitian engineer working on an interstate highway being built near her home told her. "The problem is systemic. You will never be able to save all the lives of capitalism's victims."

That was when Jill's life began to take a revolutionary turn. The Haitian was Ben Dupuy, a communist leader in the movement to overthrow dictator François "Papa Doc" Duvalier. Within a few years, she had left her marriage and Bedford to set up a sort of commune with



**Living in Brooklyn's "Little Haiti" for the later half of her life, Jill Ives was well-known and beloved by residents and shopkeepers of the working-class neighborhoods along Flatbush Avenue, where she could often be seen driving minivans or station-wagons filled with the weekly newspaper Haïti Progrès**

Dupuy in Dutchess County's Hopewell Junction, NY in 1970. Jill brought her five sons and Dupuy one of his sons and two daughters. Joining them all were a changing cast of Haitian revolutionaries and young American activists who would set up literature tables at nearby SUNY New Paltz or travel to anti-Vietnam-war demonstrations in Poughkeepsie or New York City. Although there was a focus on the Haitian struggle, the collective also became part of the Liberation Support Movement (LSM), which supported African liberation struggles. Political education meetings and debates would rage late into the night, sometimes for days on end, and housework was divided into brigades for shopping, cooking, and clean-up.

Jill would commute down the Taconic Parkway to New York to host a radio program about Haiti on Pacifica Radio's 99.5 WBAI-FM and a similar television program produced at Downtown Community Television (DCTV) with Jon Alpert and Keiko Tsuno. She also became close friends with legendary fold singer Pete Seeger and his wife Toshi, who lived in the nearby town of Beacon.

Over the next 15 years, the collective household of revolutionaries and solidarity activists moved to different houses in Rockland County's Valley Cottage and Spring Valley, NY. During that time, Jill and Ben formed the Friends of Haiti, which worked to raise consciousness and support among college students, church groups, and progressive organizations. It published an English newsletter, *Haiti Report,* and helped produce books and pamphlets for the Haitian Liberation Movement (MHL).

Increasingly, Ben and Jill traveled abroad to Europe, where other revolutionaries were being recruited, and to countries like Algeria and Cuba, which supported anti-imperialist struggles.

In 1983, Dupuy and his comrades founded in Brooklyn the weekly newspaper Haïti Progrès, with the slogan "le journal qui offre une alternative" (the paper which offers an alternative) to the other main Haitian weekly, Haïti Observateur, which was anti-Duvalierist but not anti-imperialist.

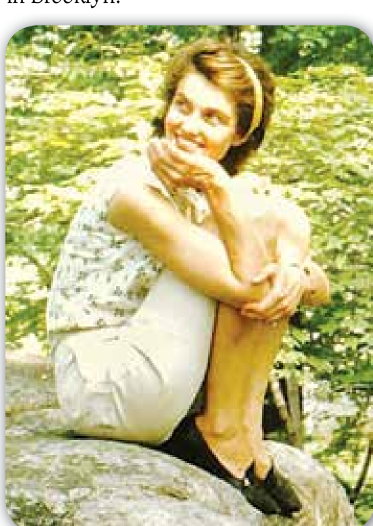
The progressive newspaper grew quickly in the revolutionary ferment that reigned during the final years of the Duvalier dictatorship. In addition to maintaining the office, Jill also helped organize *Haïti Progrès'* growing library and collection of newspaper clippings and photographs. One could often find her sitting with a tea late at night clipping, pasting, and marking newspaper articles on white sheets of paper and then filing them in manila folders, which found their way into giant filing cabinets she organized with color-coded tabs.

For years, she was also the main person who drove in the morning's wee hours on Wednesday to the Long Island City printing plant to load thousands of papers into boxes and then drive them to the airports, where they were sent on flights to Haiti, Florida, Canada, and France. The sight of this small, thin woman loading dozens of 50 lb. boxes into a van during a frigid winter night astonished more than one helper.

But Jill's principal contribution to the Haitian struggle was "outreach." Her official responsibility was to raise financial support for the political work, which she adroitly did. However, in the course of that work, she recruited many people who had nothing to give but their labor.

She was truly interested in and moved by the struggles that people faced in their lives. Just as she had done in Bedford, she would go out of her way to find housing for a young single mother or a doctor for a someone with a serious illness. At the same time, she tried to engage them in the struggle.

Through all these years, remarkably, she only traveled to Haiti once, for Aristide's February 1991 presidential inauguration. She was to epitome of self-sacrifice, always ready to support others while she herself "held the fort" in Brooklyn.



**Jill Ives committed what Guinea Bissau's revolutionary leader Amilcar Cabral called "class suicide." She traded in a life of leisure and comfort for the rigors and deprivations of the trenches of Haiti's democratic struggle**

Around 2010, this woman whose life revolved around talking to people began to experience difficulty speaking. She attributed the problem to mold which had plagued a basement apartment where she briefly lived. Distrustful of Western pharmaceutical medicine, she tried herbal and alternative remedies, but to no avail.

Soon, she was unable to continue working, becoming disoriented and a danger to herself and others. Her sons found Kittay House, a senior community in the Bronx, where she spent her final years as her condition worsened. Over the last five years, she completely lost the ability to talk or walk. But her expressive blue-eyes would laugh, narrow, widen, and sometimes weep when listening to the stories of many extended family members who dropped in to see her. Those looks, and the squeezes of her hand, became the last means of communication for a woman whose life was fueled by conversation.

Jill Ives committed what Guinea Bissau's revolutionary leader Amilcar Cabral called "class suicide." She traded in a life of leisure and comfort for the rigors and deprivations of the trenches of Haiti's democratic struggle. In the course of it, she inspired many and touched the lives of countless people who will remember her great beauty, selfless spirit, and boundless love for humanity.

*A tribute to Jill Ives' life and memory will be held at Guarino Funeral Home, 9222 Flatlands Ave. in Brooklyn, NY on Sat., May 4 from 10 a.m. to 1 p.m.. A reception will then be held at Haïti Liberté newspaper, 1583 Albany Ave. in Brooklyn from 1 p.m. to 3 p.m.. All who knew and loved Jill are welcome to attend.*

# Haiti and Venezuela Stand Shoulder to Shoulder This Mayday



**Denouncing U.S. aggression against Venezuela, Larry Holmes of the Workers World Party addresses a Feb. 23, 2019 rally in front of the Trump Building at 40 Wall Street. This Mayday, workers are again rallying to defend Venezuela**

by Marie-Paule Florestal

*On May 1, 2019, International Workers Day, hundreds will rally at the Trump Building at 40 Wall Street to denounce the Trump administrations war on immigrants and Venezuela. The rally's theme is: "No walls in the workers struggle! No war on Venezuela!" Marie-Paule Florestal will read the following statement on behalf of Haïti Liberté newspaper.*

Sisters and Brothers, Friends
and Comrades,

Almost a year and a half ago, hundreds of Haitians and their supporters gathered here in front of 40 Wall Street to denounce Donald Trump's impudence and ignorance in calling Haiti a "shithole country."

He made the remark about 50,000 Haitians who had been granted Temporary Protected Status or TPS since Haiti's 2010 earthquake. He said they did not deserve to continue living and working in the U.S. and yanked their TPS. On that bitterly cold Jan. 19, 2018, we denounced the Trump administration's action as racist and politically motivated. We in the "1804 Movement for All Immigrants" repeated the charge in a national rally in front of the White House a year ago, on May 19, 2018.

But we didn't just rely on the streets to send our message. We sued Donald Trump in Federal court. *Haïti Liberté* along with 11 other plaintiffs charged during a January trial in Brooklyn that the Trump administration had violated the law, procedure, precedent, human decency, and common sense.

On Apr. 11, we weren't alone in calling Trump a racist, anti-immigrant scoundrel. Federal Judge William Kuntz agreed with us and ruled in our favor, putting an injunction against Trump's deportation of TPS Haitians.

Donald Trump, you put your foot in the wrong shithole.

Sisters and Brothers,

Despite this resounding victory, we are faced with an extremely critical situation as we gather here today. The Trump administration, using its puppet Juan Guaido, is making a final desperate bid to bring about a violent coup d'état and foreign military intervention in Venezuela.

The Venezuelan revolution of the last two decades and Haitian revolution underway today are closely linked. Over the past decade, on the initiative of President Hugo Chavez, Venezuela has provided Haiti with some $4.3 billion in oil at discount prices and with fantastic credit. Half of the revenues from the oil's sale went into the PetroCaribe Fund, which Haiti was supposed to use for development projects to benefit its impoverished masses. Instead, a U.S.-installed right-wing clique, still in power, stole most of the money. Today, the Haitian people are rising up to demand their overthrow and arrest.

Two centuries ago, Latin America's first independent nation, Haiti, gave aid and soldiers to Simon Bolivar to liberate South America from Spain. That is the debt that Hugo Chavez and Nicolas Maduro said they were repaying with the PetroCaribe deal.

Trump and his cronies do not understand these deep ties of history and solidarity between the Haitian and Venezuelan people. They do not understand how every blow they make against Venezuela increases anger and determination in Haiti. They do not understand the whirlwind they will reap for their attacks on sovereign nations, on immigrants, on oppressed minorities, on women, and on the working-class.

On this International Workers Day, the Venezuelan people are resisting, the Haitian people are rising, immigrants in this country are mobilizing, workers across the planet are marching, and the capitalist ruling classes are divided and faltering.

Sisters and brothers, let us hold high the banner of international solidarity this May Day. An attack on one of us is an attack on all of us. As we say in Kreyòl: "Annou kole zepòl nou." Let us glue our shoulders together as we march forward to a more just, democratic, humane, and sustainable future.

**Haïti Liberté**

# LE CAPITALISME TUE LA PLANÈTE – UNE RÉVOLUTION EST NÉCESSAIRE!




**C'est le système économique actuel, le capitalisme, qui est en train de tuer notre planète**




**Seuls deux choix s'offrent à nous : socialisme ou barbarie. Une révolution est nécessaire**

« *The ocean is rising, and we are too* » (L'océan se lève et nous aussi), pouvait-on lire sur une pancarte lors de la récente grève des jeunes pour le climat à Londres. Des jeunes partout dans le monde battent le pavé pour s'attaquer à l'enjeu le plus crucial de notre époque : la catastrophe climatique imminente. Lancées en Suède en août dernier avec les manifestations hebdomadaires d'une élève du secondaire, Greta Thunberg, les grèves des jeunes se sont rapidement propagées à l'échelle mondiale. Dans tous les pays, la situation est la même : une nouvelle génération radicalisée entre sur la scène politique et demande une intervention et un changement de système pour prévenir la destruction de l'environnement.

Les changements climatiques ne sont plus un problème d'avenir. Déjà, les ouragans gagnent en puissance, les forêts brûlent et les canicules, sécheresses, inondations et famines causent des morts. Les phénomènes météorologiques extrêmes de ce genre sont rapidement en train de devenir la norme plutôt que l'exception. Le plastique et les déchets chimiques polluent les océans, tuant les poissons et les autres formes de vie marine. Les réserves d'eau souterraines sont en train de se vider ou d'être polluées, avec comme conséquence une rareté généralisée de cette ressource essentielle. Chaque année, de nouvelles espèces s'éteignent en raison de la destruction insensée des écosystèmes.

**Le capitalisme tue la planète. Il faut tuer le capitalisme!» et «Des frontières ouvertes pour les réfugiés climatiques»**




Il faut agir immédiatement. Une réduction massive des émissions et des niveaux de pollution est essentielle. Des mesures d'atténuation à grande échelle doivent être prises, comme la reforestation et la construction d'infrastructures de protection contre les inondations. Mais les capitalistes et leurs représentants politiques sont complètement incapables de réaliser les changements radicaux nécessaires.

Des mesures à l'échelle mondiale sont nécessaires pour régler ce problème mondial, mais les gouvernements capitalistes sont impuissants. Cette inertie dans les hautes sphères, toutefois, ne s'explique pas simplement par un manque de volonté politique. Les « leaders » mondiaux ne restent pas passifs devant ce problème parce qu'ils manquent de détermination, mais parce que leur rôle principal est de défendre le système capitaliste, et non d'assurer l'avenir de l'humanité ou de la planète. Greta Thunberg, dans son discours devant la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, a affirmé : « *Si les solutions sont introuvables à l'intérieur du système, alors peut-être devons-nous changer le système lui-même. Nous ne sommes pas venus ici pour supplier les dirigeants du monde pour leur sollicitude. Vous nous avez ignorés jusqu'à maintenant et vous allez continuer à nous ignorer. Il n'y a plus d'excuses possibles et le temps presse. Nous sommes venus ici pour vous dire que le changement s'en vient, que ça vous plaise ou non. Le vrai pouvoir appartient au peuple.* »

Ces propos touchent au cœur du problème. Thunberg souligne que les scientifiques sont ignorés, et demande que les gouvernements écoutent les preuves et les avis scientifiques. Mais les capitalistes et leurs politiciens ne seront convaincus ni par des arguments moraux, ni par des faits et des chiffres. Au bout du compte, on ne peut pas s'attendre que cette élite déconnectée fasse quoi que ce soit pour protéger la Terre, étant donné que son seul critère est la maximisation du profit aux dépens de tout le reste.

C'est le système économique actuel, le capitalisme, qui est en train de tuer notre planète. Sa poursuite insatiable du maximum de profits à court terme est responsable du nivellement vers le bas qui pousse constamment à la réduction des normes environnementales et des conditions de vie. C'est la grande entreprise qui décide quoi produire et comment. Mais elle prend ces décisions sans aucun plan. À la place, c'est la soi-disant « main invisible » qui gère l'économie – autrement dit, l'anarchie du marché.

Les entreprises coupent les coins ronds et ignorent la réglementation tant qu'elles le peuvent pour réduire leurs coûts, surpasser leurs compétiteurs, conquérir de nouveaux marchés et maximiser leurs profits. Le scandale des émissions polluantes de Volkswagen le démontre clairement. La plupart des gros fabricants de voitures ont été pris à tricher lors des essais sur leurs véhicules, ce qui leur a permis de contourner les normes en matière d'émissions. Pendant ce temps, les politiciens offraient des allègements fiscaux pour les voitures au diesel. La conséquence a été une baisse drastique de la qualité de l'air dans les villes.

Les microplastiques sont un autre exemple. Les entreprises, laissées à elles-mêmes, ont pollué les océans et leurs habitants avec des petites particules de plastique. Les conséquences de cette situation auraient facilement pu être prédites (et évitées). Mais le système ne réagit qu'une fois que le dommage est fait, et seulement avec des solutions parcellaires.




**The ocean is rising, and we are too » (L'océan se lève et nous aussi)**

Les politiciens capitalistes n'ont rien à offrir en réponse à cette destruction. Tout ce qu'ils ont à proposer est qu'on décide tous ensemble de faire de meilleurs choix pour réduire notre empreinte carbone individuelle. Mais les « solutions » qui découlent de cette proposition sont entièrement réactionnaires. Essentiellement, elles en reviennent simplement à un « écoblanchiment » de l'austérité : demander aux travailleurs et aux pauvres de se serrer la ceinture pour résoudre un problème créé par les capitalistes et leur système pourri.

Surtout, cette approche libérale et individualiste ne tient pas debout. Une étude récente, par exemple, révélait que 100 grandes entreprises (principalement des producteurs de combustibles fossiles) sont responsables de plus de 70% des émissions de gaz à effet de serre.

Ce fait démontre bien à qui incombe la faute pour les changements climatiques. Mais il révèle aussi la solution. Ces énormes monopoles causent la majeure partie des dommages environnementaux. Toutefois, s'ils étaient nationalisés dans le cadre d'un plan de production socialiste, ils pourraient employer les technologies propres les plus modernes afin de réduire considérablement leurs émissions et la pollution en l'espace de quelques années.

En associant les meilleurs esprits scientifiques aux compétences des travailleurs, grâce à un contrôle démocratique des industries par les travailleurs, nous pourrions mettre toutes les capacités technologiques et ressources de la société au service de l'humanité et de la planète.

Les mouvements politiques et sociaux de gauche prennent leur essor partout dans le monde. Notre tâche aujourd'hui est d'amener la combativité et la radicalité des grèves étudiantes pour le climat dans ces mouvements plus vastes, afin de pousser les jeunes à se battre côte à côte avec les travailleurs pour des politiques environnementales socialistes audacieuses.

Dans certains pays, les grévistes du climat ont avec raison approché les syndicats pour leur demander leur appui. Il s'agit de la bonne approche. Les syndicats doivent maintenant réagir en soutenant les étudiants par la mobilisation et par des grèves. Les changements climatiques sont un problème qui ne touche pas que les jeunes, mais tous les travailleurs.



**Au centre l'adolescente suédoise Greta Thunberg, âgée de 16 ans, elle est celle qui a lancé en août 2018 l'initiative de la «grève de l'école pour le climat»**

La classe ouvrière, si elle était organisée et armée d'un programme socialiste, serait invincible. Comme les marxistes l'ont toujours dit, pas

*suite à la page(15)*

# Le Venezuela n'est pas seul!




**Des sympathisants du gouvernement de Maduro occupent l'ambassade du Venezuela à Washington pour contrecarrer l'offensive de la bande à Guaidó et Trump**

Par Alex Anfruns

*Prise d'assaut contre l'ambassade du Venezuela à Washington, épreuve du feu pour le multilatéralisme !*
*Soutenue par le département d'État US, l'opposition vénézuélienne a annoncé qu'elle prendrait le contrôle de l'ambassade de Washington cette semaine. D'immédiat, un groupe de solidarité s'est réuni à l'ambassade et a fait une déclaration basée sur les droits et la souveraineté du Venezuela en vertu de la Convention de Vienne. Celle-ci a été signée par près d'un millier de personnes en seulement quelques jours.*

Cette déclaration est signée par un Collectif de Protection de l'Ambassade, qui s'est rapidement constitué en rassemblant plusieurs groupes pacifistes dont Answer Coalition, Codepink ou encore Popular Resistance. Un jour avant la prise d'assaut annoncée, Kevin Zeese, un de ses porte-paroles, expliquait que les membres du collectif « ne sont pas intimidés parce qu'ils ne sont pas en train d'enfreindre la moindre loi ». De surcroît, dans un autre message, Zeese rappelait qu'une tentative du Département d'État signifierait une « violation du droit international, et que des arrestations des membres du collectif seraient « illégales » et passibles de poursuites légales, car ces personnes se sont installées avec l'autorisation des autorités vénézuéliennes. Craignant l'action imminente des forces de l'ordre, le collectif a appelé les militants pacifistes de tout le pays à se rassembler et à aller défendre l'ambassade pendant tout le weekend.

Depuis le début de l'année, ces offensives, qui cherchent à priver le gouvernement de Nicolas Maduro de ses réseaux diplomatiques à l'étranger, ont gagné en intensité en pariant sur l'effet que ces actions provoqueraient à l'échelle internationale. Il y a deux mois, le 23 février, quelques membres de l'opposition vénézuélienne avaient tenté en vain d'expulser Mme Claudia Salerno, ambassadrice du Venezuela à Bruxelles, après avoir revendiqué la légitimité de Juan Guaido et de ses représentants. Cela s'est produit la même semaine où deux autres attaques ont eu lieu contre l'ambassade du Venezuela au Costa Rica et en Équateur. En mars dernier, le représentant de Guaidó avait déjà pris le contrôle du consulat du Venezuela à New York et de deux immeubles appartenant au ministère de la défense vénézuélien. C'est à ce moment-là qu'il avait désigné le trophée manquant à sa collection : la prise de l'ambassade à Washington.

Contrairement au cas européen, où des actions de renversement du droit international sur le sol des pays concernés seraient perçues négativement par les autorités, soucieuses de leur image face à l'opinion publique (1), la vision trumpiste du monde qui prévaut aux US cherche à la défier ouvertement par le biais d'incessantes provocations. L'arrestation de Julian Assange, après que le gouvernement équatorien ait décidé de revenir sur l'asile qu'il lui accordait depuis sept ans dans son ambassade à Londres, prouve que les États-Unis sont déterminés à détruire le système du droit international en creusant les fissures qui existent à l'intérieur des pays. C'est ainsi que le terme « allié » a perdu tout son sens dans le contexte actuel, et l'obéissance aveugle devient la valeur suprême. Le dialogue, la médiation, l'écoute, l'échange de points de vue et le respect d'autrui, gages de civilité, sont jetés à la poubelle sans ménagement. La vision du monde managériale à la Trump est conforme à la défense des intérêts US. Mais, comme le dicton espagnol le rappelle sagement, l'urgence a toujours été mauvaise conseillère…

**Départ de l'OEA et nouveau souffle des pays non alignés**

Cette prise symbolique devait survenir peu avant que le Venezuela abandonne l'Organisation des États Américains (l'OEA), comme cela est prévu dans l'ordre du jour de ce samedi 27 avril. En effet, en 2017 la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodriguez avait manifesté sa volonté de quitter cet organisme suite aux multiples tentatives d'exclure ce pays, qui se sont à chaque fois soldées par un vote insuffisant de ses pays membres. Lors des sessions spéciales au conseil permanent de l'OEA, l'agenda unilatéral anti-Venezuela de son secrétaire général Luis Almagro a essuyé de nombreux revers, mettant en évidence son activisme presque obsessionnel en faveur des intérêts

*suite à la page(15)*



# La chute de l'aigle est proche

Par Bruno GUIGUE



Aurions- nous atteint ce moment crucial où l'hyperpuissance en déclin se met à douter d'elle-même ? La presse américaine vient de relater ce que l'ancien président Jimmy Carter a dit à Donald Trump lors de leur récente entrevue. Le locataire de la Maison-Blanche avait invité son prédécesseur à lui parler des relations entre la Chine et les USA, et Jimmy Carter a rapporté publiquement la teneur de cet entretien lors d'une assemblée baptiste en Géorgie. C'est une véritable pépite.

« Vous craignez que la Chine nous passe devant, et je suis d'accord avec vous. Mais savez-vous pourquoi la Chine est en train de nous dépasser ? J'ai normalisé les relations diplomatiques avec Pékin en 1979. Depuis cette date, savez-vous combien de fois la Chine a été en guerre avec qui que ce soit ? Pas une seule fois. Et nous, nous sommes constamment restés en guerre. Les États-Unis sont la nation la plus belliqueuse de l'histoire du monde, parce qu'ils désirent imposer des valeurs américaines aux autres pays. La Chine, elle, investit ses ressources dans des projets tels que les chemins de fer à grande vitesse au lieu de les consacrer aux dépenses militaires.

Combien de kilomètres de chemin de fer à grande vitesse avons-nous dans ce pays ?Nous avons gaspillé 3 000 milliards de dollars en dépenses militaires. La Chine n'a pas gaspillé un centime pour la guerre, et c'est pourquoi elle est en avance sur nous dans presque tous les domaines. Et si nous avions pris 3 000 milliards pour les mettre dans les infrastructures américaines, nous aurions un chemin de fer à grande vitesse. Nous aurions des ponts qui ne s'effondrent pas. Nous aurions des routes qui sont entretenues correctement. Notre système éducatif serait aussi bon que celui de la Corée du Sud ou de Hong Kong. »

Qu'un tel bon sens n'ait jamais effleuré l'esprit d'un dirigeant américain en dit long sur la nature du pouvoir dans ce pays. Il est sans doute difficile, pour un Etat qui représente 45% des dépenses militaires mondiales et dispose de 725 bases militaires à l'étranger, où les industries de l'armement contrôlent l'État profond et dont la politique étrangère a fait 20 millions de morts depuis 1945, d'interroger son rapport pathologique avec la violence armée. « La guerre au Vietnam, disait déjà Martin Luther King, est le symptôme d'une maladie de l'esprit américain dont les piliers sont le racisme, le matérialisme et le militarisme ».

Mais cette question concerne surtout l'avenir. Par la faute de leurs dirigeants, les USA sont-ils condamnés à connaître le sort de ces empires qui ont succombé à leurs ambitions démesurées, littéralement asphyxiés par le poids exorbitant des dépenses militaires ? A la fin de son mandat, en 1961, le président Eisenhower dénonçait avec des accents prophétiques un complexe militaro-industriel qui faisait peser une chape de plomb sur la société américaine. Pas plus que Donald Trump ou Barack Obama, il ne se souciait du sort des populations affamées, envahies ou bombardées par l'Oncle Sam au nom de la démocratie et des droits de l'homme. Mais comme Jimmy Carter aujourd'hui, il pressentait que la course aux armements serait la principale cause du déclin de l'empire.

Car les néoconservateurs et autres « Docteur Folamour » du Pentagone, depuis plusieurs décennies, n'ont pas seulement fait rimer démocratie américaine et massacre de masse au Vietnam, au Laos, au Cambodge, en Corée, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, sans oublier les tueries orchestrées dans l'ombre par la CIA et ses succursales, de l'extermination de la gauche indonésienne (500 000 morts) aux exploits des escadrons de la mort guatémaltèques (200 000 morts) en passant par les bains de sang exécutés pour le compte de l'empire par les lobotomisés du djihad planétaire. Les stratèges de l'endiguement du communisme à coups de napalm, puis les apprentis-sorciers du chaos constructif par importation de la terreur, en effet, n'ont pas seulement mis la planète à feu et à sang.

Marionnettes de l'État profond américain, ces bellicistes qui ont pignon sur rue au Congrès, à la Maison-Blanche et dans les think tanks néocons ont également plongé la société américaine dans un marasme intérieur que masque à peine l'usage frénétique de la planche à billets. Si le bellicisme des Etats-Unis est l'expression de leur déclin, il en est aussi la cause. Il en est l'expression, lorsque pour enrayer ce déclin, la brutalité des interventions militaires, des sabotages économiques et des opérations sous fausse bannière est la marque de fabrique de sa politique étrangère. Il en est la cause, lorsque l'inflation démentielle des dépenses militaires sacrifie le développement d'un pays où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux.

Alors que la Chine investit dans les infrastructures civiles, les Etats-Unis laissent les leurs à l'abandon au profit des industries de l'armement. Washington fait des rodomontades à l'extérieur, mais laisse le pays se déliter à l'intérieur. Le PIB par habitant est colossal, mais 20% de la population croupit dans la pauvreté. Les détenus américains représentent 25% des prisonniers de la planète. 40% de la population est frappée par l'obésité. L'espérance de vie des Américains (79,6 ans) est passée derrière celle des Cubains (80 ans). Comment un petit pays socialiste du Tiers Monde, soumis à l'embargo, peut-il faire mieux qu'une gigantesque puissance capitaliste auréolée de son hégémonie planétaire ? Il faut croire qu'aux USA la santé de la plèbe n'est pas la préoccupation majeure des élites.

Habile compétiteur, Donald Trump a gagné les élections en 2016 en promettant de restaurer la grandeur des Etats-Unis et en s'engageant à rétablir les emplois perdus à cause d'une mondialisation débridée. Mais les résultats obtenus, faute de réformes structurelles, infligent une douche froide à ses ardeurs incantatoires. Le déficit commercial avec le reste du monde a explosé en 2018, battant un record historique (891 milliards de dollars) qui pulvérise celui de 2017 (795 milliards). Donald Trump a complètement échoué à inverser la tendance, et les deux premières années de son administration sont les pires, en matière commerciale, de l'histoire des États-Unis.

Dans ce déficit global, le déséquilibre persistant des échanges avec la Chine pèse lourd. Il a atteint en 2018 un record historique (419 milliards) qui dépasse le bilan désastreux de l'année 2017 (375 milliards). En fait, la guerre commerciale engagée par Donald Trump a surtout aggravé le déficit commercial américain. Alors que les importations de produits chinois vers les USA continuaient de croître (+7%), la Chine a réduit ses importations en provenance des Etats-Unis. Donald Trump a voulu utiliser l'arme tarifaire pour rééquilibrer le bilan commercial américain. Ce n'était pas illégitime, mais irréaliste pour un pays qui a lié son destin à celui d'une mondialisation dictée par des firmes transnationales made in USA.

Si l'on ajoute que le déficit commercial avec l'Europe, le Mexique, le Canada et la Russie s'est également aggravé, on mesure les difficultés qui assaillent l'hyperpuissance en déclin. Mais ce n'est pas tout. Outre le déficit commercial, le déficit budgétaire fédéral s'est également creusé (779 milliards de dollars, contre 666 milliards en 2017). Il est vrai que l'envol des dépenses militaires est impressionnant. Le budget du Pentagone pour 2019 est le plus élevé de l'histoire des Etats-Unis : 686 milliards de dollars. La même année, la Chine a dépensé 175 milliards, avec une population quatre fois supérieure. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la dette fédérale ait battu un nouveau record, atteignant 22 175 milliards de dollars. Quant à la dette privée, celle des entreprises et des particuliers, elle donne le vertige (73 000 milliards de dollars).

Certes, les USA bénéficient d'une rente de situation exceptionnelle. Le dollar est encore la monnaie de référence pour les échanges internationaux et pour les réserves des banques centrales. Mais ce privilège n'est pas éternel. La Chine et la Russie remplacent leurs réserves en dollars par des lingots d'or et une part croissante des échanges est désormais libellée en yuans. Les Etats-Unis vivent à crédit aux dépens du reste du monde, mais pour combien de temps ? Selon la dernière étude du cabinet d'audit PwC (« Le monde en 2050 : comment l'économie mondiale va changer ces 30 prochaines année »), les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Indonésie, Mexique, Russie, Turquie) pourraient peser près de 50% du PIB mondial en 2050, tandis que la part des pays du G7 (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon) descendrait à 20%. La chute de l'aigle est proche.

**Bruno GUIGUE**

**Le Grand Soir 23 avril 2019**

# Yanick Rigaud: militante communiste et martyre

## *(1947? – 2 mai 1969)*

Par Frantz Latour

Il y a 50 ans, le 2 mai 1969, Yanick Rigaud, militante de grand courage, mourrait les armes à la main, face à la sanglante répression menée par la bestiale dictature duvaliériste.

La féroce dictature de François Duvalier a suscité bien des résistances dont certaines pacifiques, d'autres qui ont été soit des tentatives armées de lutte, soit des foyers de préparation à une lutte armée. Il va sans dire que la clandestinité, à un moment ou à un autre, était un élément important dans plusieurs sinon dans tous ces mouvements de résistance à la tyrannie. L'histoire de ces luttes, de leurs héros et héroïnes, ainsi que de leurs martyrs nous est parvenue soit de façon bien documentée, soit de façon plutôt sommaire.

A nous autres, les chanceux survivants et rescapés de l'atroce nuit duvaliériste, le devoir de ne pas laisser leur nom, leur courage, leur détermination, leur dignité, leur patriotisme, leur sens de sacrifice, leur idéal sombrer dans l'oubli. Nous alimentons l'espoir qu'un jour, hommage national leur sera rendu et qu'un grand mur du souvenir sera érigé par les soins d'un État et d'une société civile vraiment responsables, nimbés de patriotisme, pour honorer leur mémoire. Un mur de solidarité, de reconnaissance envers ceux et celles morts, debout dans leurs sandales d'héroïsme, sur le champ d'honneur, dans leur courageuse tentative de mettre un terme à l'horreur d'un régime honni dirigé par un satrape fou.

Pendant longtemps, nos sociétés ont refusé aux femmes leurs pleins droits: à la parole, à l'exercice de leurs devoirs civiques, à leur participation effective à la vie publique, particulièrement à la vie politique. Mais leur longue lutte soutenue par une minorité d'hommes progressistes a fini par porter fruit, pour s'être articulée autour d'une détermination à «s'impliquer et à participer qualitativement et quantitativement aux affaires du pays et aux instances décisionnelles». Quelques-unes de ces femmes sont même allées au-delà de ces seules revendications, en s'engageant à se battre les armes à la main, non seulement pour sortir de leur condition de femmes opprimées mais pour l'amorce d'un autre monde possible, d'une vraie démocratie participative, sinon révolutionnaire. C'est dans cet esprit que Yanick Rigaud s'est engagée dans la résistance armée pour faire face à la violence duvaliéro-macoute.



**Sur cette photo, très abimée du reste, on peut voir Yanick Rigaud en compagnie de ces compagnons d'armes, Thomas Charles (à gauche) et Michel Corvington (à droite)**

Les données d'archives dont nous disposons sont plutôt maigres.

Déjà, alors qu'elle était encore à l'école des religieuses du Sacré-Cœur, à Port-au-Prince, Yanick Rigaud participait à des séances d'alphabétisation dans la zone dite du Bois de Chêne, un quartier de gens de petite condition. Entre 1962 et 1964, elle a milité dans une organisation de jeunes catholiques progressistes dénommée Ayiti Pwogrè selon la source consultée. Au cours de l'année 1965, elle a côtoyé le PPLN - PUDA (Parti populaire de la libération nationale - Parti unifié des démocrates haïtiens). Ce parti s'était formé à la suite d'un incident survenu à Pétion Ville pendant un entraînement des militants du PPLN. Apparemment, ce serait les rescapés du PPLN avec quelques militants de Ayiti Pwogrè qui l'auraient formé. Le PPLN : un parti communiste qui luttait contre la dictature de Duvalier, contre l'impérialisme américain, contre le régime semi-féodal.

Yanick Rigaud fut une étudiante à la Faculté de Médecine d'Haïti. Très dynamique, engagée, elle se vit forcée à une totale clandestinité après l'arrestation de son camarade, Michel Corvington. Le 2 mai 1969, dans le cadre d'une grande répression menée par le régime contre le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), une horde de macoutes et de militaires investirent la maison où elle se cachait à Savane Salée, dans le quartier de Fontamara. Yanick a résisté du mieux qu'elle pouvait. Finalement, elle est tombée au champ d'honneur, les armes à la main. Elle avait 22ans.

Honneur et gloire à la mémoire de Yanick Rigaud pour son grand courage, son total engagement en faveur de la liberté. Elle rejoint le panthéon d'honneur des femmes haïtiennes qui se sont battues pour une grande cause. Nous ne les oublierons pas. Notre mémoire se souvient de Yanick Rigaud, patriote engagée, militante exemplaire, martyre de la cause révolutionnaire haïtienne.

# La mémoire au service des luttes : Jacques-Stéphen Alexis

Par Alain Saint-Victor

Il y a 58 ans, le 22 avril 1961, le célèbre écrivain, essayiste et médecin haïtien Jacques-Stephen Alexis est assassiné par les sbires de François Duvalier.

Jacques-Stéphen Alexis est né le 22 avril 1922 à Gonaïves (Haïti) sous l'occupation des forces militaires étatsuniennes. Son père, le journaliste et historien Stéphen Alexis est une figure connue de la scène politique. Auteur notamment du roman Nègre masqué (qui ne sera publié qu'en 1933), il dénonce à travers l'ouvrage la présence de l'Occupant sur le sol national. La mère de Jacques-Stéphen, Françoise Barthélémy, est originaire de la plaine des Gonaïves et serait une descendante de Jean-Jacques Dessalines, le libérateur et fondateur de la patrie haïtienne.



**Jacques-Stéphen Alexis**

En 1926, Stephen Alexis, nommé à un poste de diplomate en France, part avec le jeune Jacques-Stephen. Celui-ci est inscrit au Collège Stanilas, à Paris, où il commence ses études primaires. En 1930, Jacques-Stephen Alexis retourne en Haïti et termine ses études secondaires à Saint-Louis de Gonzague. Il s'inscrit, par la suite, à la Faculté de médecine. La période est marquée par le renouveau du mouvement nationaliste qui portera Sténio Vincent au pouvoir en novembre 1930.

En 1940, à l'âge de 18 ans, Jacques-Stephen Alexis publie un essai remarqué sur le poète surréaliste Hamilton Garoute (né en 1920, arrêté et porté disparu dans les prisons de François Duvalier en 1963), auteur d'une plaquette de vers libres, Jets lucides. En 1941, il fait la connaissance de Jacques Roumain et, en 1942, il rencontre le grand poète cubain Nicolas Guillen. L'influence de Roumain sera déterminante sur l'œuvre d'Alexis.

En 1945, en collaboration avec d'autres écrivains et artistes comme René Dépestre et Gérald Bloncourt, il fonde le journal La Ruche, où il publie des chroniques sous le pseudonyme de Jacques-la-colère. L'objectif du journal est de développer une conscience politique et sociale du public. En 1946, à la suite d'une révolte d'étudiants (sous le leadership des membres du journal), le gouvernement d'Élie Lescot ordonne la fermeture de La Ruche et emprisonne Jacques-Stephen Alexis et René Dépestre. Le mouvement, toutefois, réussit à renverser le régime et occasionne le départ du président Lescot.

À la sortie de prison, contraint à l'exil, Alexis part pour la France où il poursuit ses études médicales. Il se spécialise en neurologie. Il rencontre l'écrivain Louis Aragon et s'inscrit au parti communiste français en 1949. Il fait également la connaissance d'Aimé Césaire, Léopold Sédar et d'autres écrivains latino-américains et américains notamment le romancier Richard Wright.

En 1955, il publie son premier roman Compère Général Soleil. La valeur littéraire de l'œuvre fait immédiatement d'Alexis un auteur reconnu (le roman frôle le prix Goncourt). En 1956, il participe au premier Congrès des écrivains et artistes noirs. Ce Congrès, tenu à la Sorbonne, réunit une soixantaine de délégués venus d'Afrique, d'Amérique et des Antilles. Le thème central du Congrès est la culture des pays noirs. L'exposé effectué par Alexis reste un classique de toutes les tentatives théoriques de définir la littérature haïtienne. Intitulé Du réalisme merveilleux des Haïtiens, le texte essaie de définir les éléments constitutifs de cette littérature. Pour Alexis, si le Merveilleux y joue un rôle important, il est, dans les faits, l'expression d'une réalité concrète ou plutôt d'une volonté de changer une certaine réalité.

Il écrit : *C'est parce qu'ils se rendent compte que leur peuple exprime toute sa conscience de la réalité en utilisant le Merveilleux que les écrivains et artistes haïtiens ont eu conscience du problème formel de son utilisation. Sous les personnages imaginaires du romancero de Bouqui et de Malice, c'est une peinture fidèle des conditions de la vie rurale que le conteur haïtien exécute, ce sont les beautés, les laideurs et les luttes, le drame des écraseurs et des écrasés qu'il met en scène. Dans ses chansons de travail, car chez nous le travail ne se conçoit pas sans musique ou sans chants auxquels participent tous les travailleurs, dans ses chansons de travail, les dieux vaudous de l'Haïtien ne sont qu'une aspiration à la propriété de la terre sur laquelle il travaille, une aspiration à l'eau qui nourrit les récoltes, une aspiration au pain abondant, une aspiration à se débarrasser des maladies qui l'affligent, une aspiration à un mieux-être dans tous les domaine.*

Toute l'œuvre romanesque d'Alexis tient de ce principe du Réalisme merveilleux. En 1957, il publie *Les Arbres musiciens* et en 1959 *l'espace d'un cillement.* En 1959, il cofonde le Parti d'Entente Populaire (PEP) et rédige plusieurs textes politiques, dont le *Manifeste de la Seconde Indépendance*, document dans lequel il définit un programme politique visant à la création d'un Front National Uni. Pour Alexis, il s'agit de réaliser dans un premier temps une union de toutes les tendances politiques en vue de développer économiquement le pays, et, de toute évidence, dans un deuxième temps, de construire la société socialiste. En 1960, parait *Romancero aux Étoiles* (Recueil de contes où les personnages Bouki et Malis jouent un rôle important). En 1961, il se rend à Moscou où il rencontre des représentants des partis communistes de 81 pays. Il cherche de l'aide pour lutter contre la dictature de Duvalier. Il cosigne la déclaration des 81 (qui pour certains est un compromis entre la Chine et l'Union soviétique). Au cours de la même année, il est

*suite à la page(15)*

# Meurtre et châtiment

Par André Charlier


Chanel Lewis

Le jeune homme de 22 ans, Chanel Lewis, accusé d'avoir battu, violé et étranglé une italo-américaine de 30 ans, Karina Vetrano, en août 2016, à New York, a été condamné le 24 avril à la prison à vie sans possibilité de libération sur parole. La Legal Aid Society, qui le défend, va interjeter appel.

C'est un crime abominable que rien ne saurait excuser. Aucun homme ne devrait jamais violer une femme. Quant à la tuer, en particulier en l'étranglant de ses propres mains, cela me paraît encore pire, si possible. La condamnation à *perpète*, comme disent les Français, est donc, pour le coupable, bien méritée. Et si la peine de mort n'avait pas été abolie, elle aurait, en toute justice, pu être infligée.

Cependant, l'on peut faire certaines remarques dans ce cas précis.

Chanel Lewis a, par deux fois, confessé sa culpabilité à la police. Mais il est de notoriété publique que toutes les polices du monde savent comment extorquer de fausses confessions de qui elles veulent. Dans certains cas, elles recourent même à des psychologues, voire à des psychiatres, pour ce faire. A mon humble avis, la confession ne devrait pas être admise comme preuve.

La plus célèbre de toutes les confessions forcées de l'Histoire fut celle de Jeanne d'Arc, en 1431. Terrorisée par la vue des instruments de torture que la Sainte Inquisition de l'évêque Pierre Cauchon lui destinait, elle avoua être une envoyée du Démon, alors qu'elle avait toujours affirmé être envoyée par Dieu pour débarrasser la France des Anglais qui l'avaient envahie et l'opprimaient *(bouter les Godons hors de France,* comme disait cette guerrière). Les inquisiteurs se frottèrent les mains. Mais trois ou quatre jours plus tard, la jeune paysanne de 19 ans se rétracta, et déclara publiquement qu'elle ne s'était confessée que par peur d'être brûlée sur le bûcher. C'était donc une jeune fille d'un courage peu commun. Les hommes du XVe siècle aimaient encore moins la bravoure chez les femmes que ceux d'aujourd'hui. Ils le lui firent savoir en l'incinérant

L'on raconte qu'un officier Anglais qui assistait au crime s'écria: *We are lost, for we have burned a Saint!* Nous sommes perdus, car nous avons brûlé une sainte! L'Eglise Catholique mit cinq cents ans à voir ce qu'un homme d'armes sans formation théologique avait vu tout de suite: en 1920, elle canonisa Jeanne. Quant à l'évêque assassin Cauchon, le bien nommé, il ne passa à la postérité que pour cette atrocité...

Pour revenir aux tests d'ADN, ils sont actuellement beaucoup plus fiables qu'auparavant, et c'est pourquoi ils sont admis par les tribunaux. L'on a trouvé de l'ADN sous les ongles, sur le cou et le téléphone portable de la pauvre Karina. Les tests ont conclu qu'il y avait de fortes probabilités pour que cet ADN provienne, d'une part, de Karina, et de l'autre, de Chanel. Ce qui tendrait à prouver qu'elle s'était battue contre celui-ci et l'avait griffé, comme le font la plupart des femmes lorsqu'elles se battent (la seule exception étant celles qui ont été entraînées au combat à mains nues). Cependant, probabilité ne veut pas dire certitude. Il y a donc un doute... Le mieux qu'on puisse dire, c'est qu'on ne peut trouver de meilleure preuve, en l'état actuel de la science. A moins, évidemment, de surprendre le violeur en flagrant délit.

Un dernier point important: personne, que ce soit la police, les journaux ou la télévision, n'a dit que l'on avait trouvé du sperme provenant de Chanel Lewis dans le vagin de Karina Vetrano.

Je crois savoir que d'habitude, un homme qui viole une femme le fait jusqu'à sa satisfaction, ce qui veut dire jusqu'à ce qu'il ait éjaculé. Il laisse donc une certaine quantité de sperme dans le sexe de sa victime.

Comment se fait-il que dans ce cas, l'on n'ait rien trouvé?

C'est plutôt bizarre.

**Post Scriptum:** Jeanne d'Arc appelait les Anglais *Godons* à cause de la mauvaise habitude des soldats British de s'écrier *God damn* à tout bout de champ. Les soldats Français de l'époque étaient tout aussi mal embouchés: Jeanne passe pour avoir calotté La Hire, l'un de ses meilleurs lieutenants, qui l'adorait, parce que le pauvre avait la langue plutôt sale, comme on dit chez nous...



# Jill Martin Ives: une révolutionnaire qui aimait les gens

## *11 juillet 1935 - 22 avril 2019*

Par Kim Ives

Jill Martin Ives était la petite-fille d'un chevalier britannique qui était à la tête de la plus grande ligne de navires transatlantiques de passagers, et la fille d'un fondateur et éditeur du magazine Time.

En dépit de cette lignée, qui lui a procuré une éducation riche et privilégiée, Jill Stuart Martin a consacré la plus grande partie de sa vie à la libération des êtres exploités et opprimés de l'humanité, en particulier du peuple haïtien.

Elle est décédée paisiblement dans le Bronx le 22 avril à l'âge de 83 ans.

Vivant dans la «petite Haïti» de Brooklyn jusqu'à la fin de sa vie, elle était bien connue et aimée des habitants et des commerçants des quartiers populaires de Flatbush Avenue, où on la voyait souvent conduire des mini-fourgonnettes ou des breaks remplis de voitures. Elle travailla à l'hebdomadaire Haïti Progrès pendant près de trois décennies après sa fondation en 1983.

Jill aimait les gens, et les gens aimaient Jill qui passait des heures à s'enquérir de leurs problèmes et à essayer d'aider ceux qui le voulaient. Elle était véritablement fascinée par l'histoire de la vie de chacun et semblait connaître tous les commérages dans un rayon de trois kilomètres autour du bureau d'Haïti Progrès.

Ayant élevé de nombreux enfants, elle était une mère consommée, pourvoyeuse d'alléchante nourriture et s'assurent de faire le ménage après le passage du flot incessant de journalistes, de militants et de visiteurs qui traversaient le bureau pendant les journées exaltantes allant de la chute de la dictature Duvalier jusqu'à l'émergence de Jean-Bertrand Aristide et des coups d'État ultérieurs.

Elevée dans les villes de Long Island, sur la Gold Coast, de Locust Valley et d'Oyster Bay, elle a fréquenté un pensionnat d'élite pour filles du Maryland avant de fréquenter le Wellesley College de Boston. Mais elle coupa court à ses études universitaires après deux ans pour épouser Kenneth Appleton Ives, Jr .., un étudiant diplômé de Yale. Le couple eut cinq fils en six ans et s'installa finalement en 1960 à Bedford, dans le comté de Westchester.

Là-bas, Jill Martin Ives a d'abord mené la vie d'une femme au foyer typique de la classe moyenne supérieure des banlieues, conduisant ses enfants à l'école ou dans le bus, participant à des réunions de la ZEP, faisant du bénévolat à l'hôpital local et organisant les activités au profit du Mt. Kisco Boys Club .

Mais depuis qu'elle était jeune fille, Jill avait une conscience de classe innée. Elle était gênée d'arriver au primaire dans une limousine conduite par un chauffeur au plus fort de la Grande Dépression et s'était faite l'amie des serviteurs qui géraient les demeures où elle avait grandi.

À Bedford, elle a commencé à aider les jeunes de la classe ouvrière issus de quartiers pauvres et de foyers brisés, les invitant à vivre dans les chambres de la maison de sa jeune famille à Bedford. Alors que ces jeunes se multipliaient et apportaient le drame de leur propre vie agitée (voitures écrasées, affrontements violents, visites du shérif, etc.) dans son propre foyer, le mariage de Jill commença à se détériorer.

*« Vous êtes en train de réparer des pneus crevés sur une route recouverte de clous », lui avait dit un ingénieur haïtien travaillant sur une autoroute interétatique en construction près de chez elle. «Le problème est systémique. Vous ne pourrez jamais sauver toutes les vies des victimes du capitalisme »*


Jill Martin Ives

C'est alors que la vie de Jill a commencé à prendre une tournure révolutionnaire. Cet Haïtien était Ben Dupuy, un leader communiste du mouvement visant à renverser le dictateur François «Papa Doc» Duvalier. Quelques années plus tard, elle délaissa son mariage et Bedford pour fonder une sorte de commune avec Dupuy à Hopewell Junction, dans le comté de Dutchess, en 1970. Jill s'amena avec ses cinq fils, Dupuy avec son fils et ses deux filles. Ils furent rejoints par une équipe de révolutionnaires haïtiens et de jeunes militants américains qui se préparaient à organiser des présentations littéraires dans la ville voisine de SUNY New Paltz ou à se rendre à des manifestations anti-guerre du Vietnam à Poughkeepsie ou à New York .

Bien que l'accent ait été mis sur la lutte haïtienne, le collectif est également devenu partie intégrante du Mouvement de soutien aux luttes de libération (LSM), qui soutenait les luttes de libération africaines. Les réunions et les débats d'éducation politique se déroulaient tard dans la nuit, parfois pendant des journées entières, et les tâches ménagères étaient divisées en brigades chargées des achats, de la cuisine et du nettoyage.

Jill se rendrait à New York par la Taconic Parkway pour animer une émission radiophonique sur Haïti sur 99,5 WBAI-FM de Pacifica Radio et une émission télévisée similaire produite à Downtown Community Television (DCTV) avec Jon Alpert et Keiko Tsuno. Elle est également devenue l'amie du légendaire chanteur Pete Seeger et de son épouse Toshi, qui vivaient dans la ville voisine de Beacon.

Au cours des 15 années suivantes, le foyer collectif de révolutionnaires et de militants solidaires s'est installé dans différentes maisons à Valley Cottage et à Spring Valley, dans le comté de Rockland. Au cours de cette période, Jill et Ben ont formé Les Amis d'Haïti, qui ont œuvré à la sensibilisation et au soutien des étudiants, des groupes religieux et des organisations progressistes. L'organisation a publié un bulletin mensuel en anglais, Haiti Report, et a contribué à la production de livres et de pamphlets pour le Mouvement de libération haïtien (MHL).

De plus en plus, Ben et Jill se rendaient à l'étranger en Europe, aux fins de recruter d'autres révolutionnaires dans des pays comme l'Algérie et Cuba, qui soutenaient les luttes anti-impérialistes.

En 1983, Dupuy et ses camarades fondent à Brooklyn l'hebdomadaire Haïti Progrès, «Le Journal qui offre une alternative» à l'autre grand hebdomadaire haïtien, l'Haïti Observateur, qui était anti-duvaliériste mais non anti-impérialiste.

Le journal progressiste grandit rapidement dans la fermentation révolutionnaire qui régnait durant les dernières années de la dictature Duvalier. En plus de l'entretien du bureau, Jill aidait également à organiser la bibliothèque grandissante d'Haïti Progrès et sa collection de coupures de journaux et de photographies. On pouvait souvent la trouver assise avec un thé tard dans la nuit coupant, collant et marquant des articles de journaux sur des feuilles de papier blanches, puis les classant dans des chemises, se frayant un chemin dans des classeurs géants qu'elle organisait avec des onglets à code de couleur.

Pendant des années, elle a également été la principale personne à conduire le matin pour apporter à l'imprimerie de Long Island City des milliers de journaux dans des boîtes en carton, puis pour les emmener aux aéroports où ils étaient chargés sur des vols à destination de Haïti, de la Floride, du Canada et de la France. Plus d'une personne aidant à ce travail s'étonnait de voir cette femme mince soulever des douzaines de boîtes de 50 livres pour les charger dans une camionnette pendant une nuit d'hiver glaciale.

Mais la principale contribution de Jill à la lutte haïtienne a été «le travail de sensibilisation». Sa responsabilité officielle était d'obtenir un soutien financier pour le travail politique, ce qu'elle a fait de façon discrète. Cependant, au cours de ce travail, elle a recruté de nombreuses personnes qui n'avaient rien à donner que leur travail.

Elle était vraiment intéressée et émue par les luttes auxquelles les gens étaient confrontés dans leur vie. Comme à Bedford, elle s'efforçait de trouver un logement pour une jeune mère célibataire ou un médecin pour une personne souffrant d'une maladie grave. Dans le même temps, elle essayait de les engager dans la lutte.

Remarquablement, pendant toutes ces années, elle ne s'est rendue qu'une fois en Haïti pour l'inauguration présidentielle d'Aristide, en février 1991. Elle était au comble du sacrifice de soi, toujours prête à soutenir les autres alors qu'elle-même «tenait le fort» à Brooklyn.

Vers 2010, cette femme dont la vie était vouée à s'entretenir avec les gens a commencé à avoir des difficultés à parler. Elle a attribué le problème aux moisissures qui avaient ravagé un appartement du sous-sol où elle avait vécu brièvement. Méfiante vis-à-vis de la médecine pharmaceutique occidentale, elle a essayé des remèdes à base de plantes et d'autres alternatives, mais en vain.

Bientôt, elle devint incapable de continuer à travailler, devenant désorientée et constituant un danger pour elle-même et les autres. Ses fils lui ont trouvé Kittay House, une communauté de personnes âgées du Bronx, où elle a passé ses dernières années alors que son état empirait. Au cours des cinq dernières années, elle a complètement perdu la capacité de parler ou de marcher. Mais ses yeux bleus expressifs riaient, se fermaient, s'élargissaient et parfois même pleuraient en écoutant les histoires de nombreux membres de la famille élargie qui venaient la voir. Ces regards et les poignées de main devinrent le dernier moyen de communication pour une femme qui ne vivait qu'en conversant.

En résumé, Jill Ives a commis ce que le leader révolutionnaire de la Guinée-Bissau, Amilcar Cabral, avait qualifié de «suicide de classe». Elle a troqué une vie de loisir et de confort pour les rigueurs et la privation des tranchées de la lutte démocratique en Haïti. Au fil du temps, elle en a inspiré beaucoup et a touché la vie d'innombrables personnes qui se souviendront de sa grande beauté, de son esprit désintéressé et de son amour sans bornes pour l'humanité.

Un hommage à la vie et à la mémoire de Jill Ives aura lieu à la Maison Funéraire Guarino, 9222 Flatlands Ave à Brooklyn, NY, le samedi 4 mai, de 10h00 à 13h00. Une réception se tiendra ensuite au journal Haïti Liberté, 1583 Albany Ave à Brooklyn à partir de 13h à 15 heures. Tous ceux qui ont connu et aimé Jill seront les bienvenus.

Traduit de l'anglais

Suite de la page (10)

une ampoule ne brille, pas une roue ne tourne sans la permission de la classe ouvrière.

Ce n'est qu'en abolissant le système capitaliste et en le remplaçant par le socialisme que nous pourrons gérer les ressources de la planète de façon démocratique. Seule la transformation socialiste de la société peut nous permettre de satisfaire les besoins de la majorité tout en respectant l'environnement, plutôt que de générer des profits pour une minorité de parasites.

Nous possédons déjà la technologie et la science nécessaires pour faire face aux changements climatiques. Mais sous le capitalisme, ces forces sont consacrées à détruire la planète plutôt qu'à la sauver. Seuls deux choix s'offrent à nous : socialisme ou barbarie. Une révolution est nécessaire.

Le capitalisme est le problème – le socialisme est la solution!

**Tendance marxiste internationale**
**1er mars 2019**
**La Riposte socialiste**

Suite de la page (13)

reçu à Pékin par Mao. Il débarque en Haïti en avril 1961 accompagné de Charles Adrien Georges, Guy Béliard, Hubert Dupuis-Nouillet et Max Monroe. Capturés et torturés, ils seront exécutés par les hommes de François Duvalier.

Décédé à l'âge de 39 ans, Jacques-Stephen Alexis est sans aucun doute l'un des plus grands écrivains de notre littérature et de celle des Antilles. Son existence trop brève ne lui a pas permis d'arriver à la pleine maturité de son talent. Son œuvre était encore *devant* lui, et on a du mal à imaginer les romans et essais qu'il aurait pu produire si sa jeune vie n'avait pas été fauchée par la terreur duvaliériste. Humaniste et internationaliste, il a été de tous les débats touchant la politique, la littérature, l'esthétique et la lutte anticoloniale. Son roman *Compère Général Soleil* a été traduit dans plusieurs langues. Le roman est maintenant disponible en créole grâce à une excellente traduction effectuée par la créoliste et professeure Edenne Roc.

Quelques extraits tirés de son texte : *Du réalisme merveilleux des Haïtiens*

Il y a dans toutes les cultures nationales un trésor de formes populaires originales qui ne sont encore que fort peu utilisées par les artistes professionnels.

L'art haïtien présente … le réel avec son cortège d'étrange, de fantastique, de rêve, de demi-tour, de mystère et de merveilleux.

…notre art … tend à la plus exacte représentation sensuelle de la réalité, à l'intuition créatrice. Au caractère, à la puissance expressive.

*Faire du réalisme correspond pour les artistes haïtiens à se mettre à parler la même langue que leur peuple. Dans les pays où l'instruction publique est l'apanage d'une très faible minorité, les romanciers sont des exceptions, des hirondelles qui annoncent le printemps.*

*C'est notre conviction que par un réalisme combattant, un réalisme lié à notre sol, à la création populaire de chez nous,…, nous sommes en mesure de produire,…, quelque chose de vraiment neuf. Le grand œuvre nait de la conjonction dialectique du talent individuel et du génie collectif du peuple.*

*Depuis mon enfance, l'influence des conteurs populaires de chez nous m'a marqué. De l'histoire racontée par nos « simidors », nos « composes » et de nos « tireurs » se dégagent toujours trois questions angoissantes : Qu'est l'homme? Où va-t-il? Comment vivre? Dans mon œuvre, je crois que l'on peut trouver ces questions et ces réponses.*

*C'est de la réalité que j'ai tiré la constatation que le merveilleux est une donnée constante du réalisme haïtien, qu'il s'agisse du folklore, de l'art populaire ou des œuvres de nos créateurs professionnels.*

*Récit, poème épique ou lyrique, chant et musique ont depuis toujours pour l'Haïtien confondu leurs frontières. Notre roman appréhende l'homme dans tout le contexte de la réalité par une sorte d'intuition divinatoire qui est tout le secret du génie nègre.*

*Dans la conjoncture historique actuelle, c'est d'abord avec le roman des peuples noirs et d'Amérique latine que le roman haïtien a une fraternité de combat. Tant que le racisme et l'impérialisme n'auront pas été définitivement liquidés sur la planète, les peuples de couleur devront se tenir fermement les mains.*

**Repose en paix frère et camarade.**
**Alain Saint-Victor**

Suite de la page (12)

US. Le 10 avril dernier, la reconnaissance d'un nouvel « ambassadeur du Venezuela à l'OEA » envoyé par Guaido, a encore provoqué le rejet d'une dizaine de pays membres.

Ce 27 avril sera également l'occasion d'une journée de mobilisation pour le chavisme et l'opposition, pour des raisons opposées. Les premiers en feront une journée de résistance et de défense de la souveraineté nationale, tandis que les seconds célébreront un pas en avant dans l'architecture de son gouvernement parallèle, soutenu par une toute fragile béquille dorée made in Washington.

Le pays connaît un siège de plus en plus étroit, depuis que le président Obama a signé en janvier 2015 un décret considérant le Venezuela comme « une menace extraordinaire à la sécurité des Etats-Unis » (2). Les sanctions infligées à des hauts fonctionnaires vénézuéliens et la confiscation de 11 milliards de dollars appartenant à CITGO, la filiale de PDVSA basée aux US, sont la continuation d'une même et unique politique étrangère étasunienne, menée depuis la fameuse doctrine Monroe : dominer les pays latino-américains en les empêchant de tisser des liens de coopération entre eux et avec d'autres puissances.

Jusqu'ici, la recette du coup d'État pour le Venezuela s'est heurtée à une réalité têtue : le soutien du peuple à sa tradition d'indépendance politique, incarnée dans les forces armées bolivariennes. L'action hors la loi de ce secteur putschiste de l'opposition vénézuélienne à l'étranger, et notamment sur le sol étasunien, pourrait ainsi déclencher un nouvel élan de solidarité avec le Venezuela.

Mais la mémoire de la période des années 70 devrait également nous alerter. Dans le cadre du Plan Condor, la persécution et l'assassinat des opposants politiques, notamment du Chili d'Allende, par les agents de Pinochet avait dépassé les frontières avant que l'administration US ne décide de les freiner. C'est ainsi que le 21 septembre 1976, un attentat à la voiture piégée avait ciblé l'ancien ambassadeur et ministre d'Allende, Orlando Letelier, assassiné dans les rues de Washington aux côtés de son assistante. (3)

Quoi qu'il en soit, le peuple vénézuélien est la dernière préoccupation des gouvernements qui ont reconnu Guaidó comme leur nouvelle mascotte. Ces attaques à la souveraineté du Venezuela contribuent à dégrader davantage la situation des Vénézuéliens de la diaspora, car les représentants de Guaidó ne possèdent pas la moindre compétence dans l'aide à la gestion des intérêts commerciaux et dans les services consulaires pour les citoyens vénézuéliens. La reconnaissance de Juan Guaidó par environ 50 pays n'est qu'une coquille vide destinée à nourrir l'illusion d'une alternative politique au chavisme.

Pendant ce temps-là, le gouvernement vénézuélien continue à renforcer et à développer ses liens avec d'importants alliés sur le plan international, tels que la Russie ou encore la Turquie. La récente tournée du ministre des affaires étrangères, Jorge Arreaza, en Europe, au Moyen Orient et en Afrique, ainsi que son action résolue au sein du Mouvement des Pays non Alignés, sont une preuve palpable de cette « défense du multilatéralisme » et de la « diplomatie de la paix ». Le Venezuela n'est pas seul!

Notes :

1) Cela ne veut pas dire pour autant que les objectifs des puissances européennes ainsi que leur modus operandi diffèrent véritablement. Un document déclassifié de l'agence étasunienne d'intelligence montre que les pays européens ont montré de l'intérêt à reproduire le schéma de répression à vaste échelle que les Etats-Unis ont déployé dans les années 70 dans les pays latino-américains, via le « Plan Condor ». Voir aussi notre entretien avec M. Almada.

2) « Il y a une volonté délibérée de cacher ce qui se passe au Venezuela », entretien avec l'ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela pour l'UE, mars 2015.

3) Pour approfondir sur les dessous de cette affaire, lire l'ouvrage Les années Condor – Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents, par John Dinges (Éditions La Découverte)

**Le Journal de Notre Amérique 27 Avril 2019**

Suite de la page (6)

a ki rive nan pwent fetay sosyete boujwa a." Konsa, Marx pral depareye aristokrasi finans la ak boujwazi endistriyèl la. Pou limenm, se pa nan pwodiksyon aristokrasi finans la vin rich men nan fouye men pran – fè aktivite pickpocket – nan richès lòt moun te deja genyen. Se sa k pèmèt li kapab san krentif konsidere aristokrasi finans lan kòm lumpenpwoletarya. Mete sou sa, nan yon lòt liv sou koudeta Napoleyon (18 Brumaire de Louis Napoleon), Marx pral idantifye Napoleyon III kòm « Chèf lumpwoletarya an ». Pou l agimante pawòl sa, li eksplike Napoleyon nan fonksyonman jeneral li achte fanatik ak patizan l yo ak kado epi gwo kout lajan. Epi Marx di poko janm gen yon prezidan ki mize plis sou inyorans mas yo pou jere pouvwa pase misye. Kidonk se pa yon ekstrapolasyon ekzajere si n ta konsidere klas moun k ap dirije ekonomi ak tout politik peyi a jounen jodi a kòm eleman lumpen oswa si analiz nou ta pèmèt nou di peyi a tounen yon espas lumpen prèske pran kontwòl li nèt. Dayè chak jou ki pase, lè n ap gade atitid ak konpòtman moun ki kontwole pouvwa yo li ta kapab konfime yon kalifikatif konsa.

Pou plis presizyon, nou kapab di Lumpenpwoletarya se yon tèm teworisyen maksis yo itilize anjeneral pou dekri yon kategori moun ki fè pati yon « underclass », yon « souklas » k ap viv san ankenn konsyans klas nan sosyete a. Marx ak Engels envante tèm sa nan lane 1840 yo pou fè referans ak kouch ki pi ba nan sosyete eksplwate yo. Nan dinamik batay anndan sosyete Lafrans lan ant fòs reyaksyonè ak fos revolisyonè yo, patikilyèman nan kontèks revolisyon 1848 la, eleman lumpenpwoletarya yo, ki poutan te kapab parèt kategori ki pi deyò nan sosyete a, ranvèse potansyèl revolisyonè batay la epi rantre nan fas kare ak pwoletarya a. Gwoup n ap jwenn ki konpoze lumpenpwoletarya a nan apwòch maksis la se yon bann moun enstab sosyalman ak mantalman k ap viv nan move kondisyon, ki p ap travay, k ap domi nan lari e pami yo nou jwenn gwoup kriminèl, volè, vagabon enkonsistan ak fanm movèz vi yo anjeneral (sa vle di moun ki nan lavi jenès, bouzen elt…).

Nan sosyete kapitalis « modèn » nan ki òganize sou modèl klas antagonik yo, eleman lumpenpwoletarya yo se yon dal moun deklase (san klas), esansyèlman parazit ki rete bloke nan yon etap aryere devlopman sosyal la. Yo enkapab jwe yon wòl pwogresis nan listwa limanite paske reflèks yo mennen chak grenn eleman aji sèlman nan sans enterè pwòp tèt li. Istorikman reyaksyonè, sosyalman inyoran, sa fè li yon jan fasil pou lumpenpwoletarya fonksyone sou baz enterè imedya sèlman epi li pi fasil tou pou l rantre nan kòripsyon pou satisfè enterè imedya l. Sa pèmèt fòs reyaksyonè yo kapab itilize chak grenn eleman ki ladan l – epi sou gwoup la globalman – pou konbat jefò transfòmasyon sosyal radikal pwoletarya a ap fè.

Nou te gade deja kòman akòz yon mank konsyans klas klè kou klèwoz, lumpenpwoletarya a pa kapab jwe yon wòl pozitif nan sosyete a. Pa kont eleman sa yo kapab kontribye nan eksplwate sosyete a pou enterè pwòp tèt yo, epitou akòz se lojik endividyèl ki domine lakay yo, yo kapab kontribye kòm zouti nan men lareyaksyon pou destriksyon tout pwojè sosyal ki ale nan sans konsolide kominote yo. Se sa k fè pandan yon bon bout tan, militan pwogresis revolisyonè te konn itilize tèm nan sèlman nan yon sans negatif. Pou Boukarin, nan yon tèks 1925, eleman ki karakterize lumpenpwoletarya an se « awogans, enpètinans, mank disiplin, rayisman pou tradisyon pandan li enkapab pou konstwi anyen ki nouvo ». Toujou daprè Boukarin, yon lumpenpwoletè se yon moun ki gen yon "pèsonalite" « endividyalis enstab k ap aji sèlman sou baz kapris tèt cho ». Eske deskripsyon sa pa sanble tankou de gout dlo ak yon moun oswa divès moun nou konnen nan anviwonman nou ?

Konsa, si se vre mankman nan konsyans klas la se yon kategori detèminan pou n konprann lumpenpwoletarya a, li pi enpòtan toujou pou n ta eseye konprann kisa ki alabaz mankman sa. Anreyalite, si lumpenpwoletarya a vin pran gwo ekstansyon nan sistèm kapitalis la jounen jodi a se pa yon erè ni ankenn neglijans. Okontrè, pwodui lumpenpwoletarya se youn nan mak fabrik sistèm lan k ap kreye anpil deklase. E se nan mitan deklase sa yo, eleman lumpen yo soti. Kòm yo rekrite nan divès klas, yo vin enkapab pou òganize lit politik estriktirèl e sa pèmèt yo sèvi angrenaj nan plan batay laboujwazi. Se lumpenpwoletarya a mete ansanm ak sèten eleman nan kouch tiboujwa yo ki reprezante baz sosyal pou dezòd reyaksyonè nan sosyete yo. Nan anpil peyi, boujwazi a sèvi ak lumpenpwoletarya a pou kase anpil mobilizasyon popilè tankou lè gen gwo mobilizasyon grèv travayèz-travayè yo, li itilize l tou kòm mendèv nan gwoup atache ak kriminèl fasis lè l bezwen ale fè « razzia » nan katye popilè ak nan mitan batay mas pèp yo anjeneral, li itilize yo nan anpil lòt fason tou pou simen vèni parès ak lanmou pou lajan sal, lajan fasil nan sosyete yo. Devlopman ak ranfòsman lumpenpwoletarya a se yon eleman enpòtan nan dispozitif boujwazi pou kenbe sosyete yo anba kontwòl fòs fè nwa pou ti mari pa janm monte ni desann.

Pou n fini sou tèm nan, fò n konsidere soti lane 1840 yo pou rive jounen jodi a, tèm lan pran anpil ekstansyon. Se vre lumpenpwoletarya a pa reprezante yon klas men gen anpil revolisyonè nan divès peyi ki eseye gade koman yo ta kapab travay sou potansyèl revolisyonè ki lakay sou gwoup sa. Nan analiz sistèm kapitalis la jounen jodi a, gen moun ki menm pwopoze pou defini lumpenpwoletarya kòm « estrat ki piba nan pwoletarya » epi moun sa yo pwopoze pou gade kòman batay klas pwoletè yo anfas laboujwazi ak Leta boujwa a ta kapab entegre revandikasyon espesifik « souklas » sa. Menm gen kèk aktivis ki konsidere eleman lumpen yo kòm eleman "pi radikal" pase ouvriye yo paske se yo ki ta anjeneral "pi eksplwate" (eskli) anndan sosyete a. Manman pwoblèm nan se jwenn kòman mennen kategori moun sa yo, ki anjeneral ap reflechi nan yon lojik endividyèl imedya pou fè lajan fasil, devlope yon konsyans klè sou kisa enterè global yo ye ak kijan enterè sa yo kapab marande ak enterè klas travayè yo nan sosyete a. Anjeneral moun ki p ap travay, pa fè okenn kontribisyon pozitif nan yon ekonomi. Kòm yo pa òganize gen plis chans pou yo aji kòm « abolotcho » vire m de bò olye pou yo ta gen ankenn wòl pwogresif nan dinamik batay klas yo.

**Sans pawòl sa yo nan dinamik batay Ayiti jounen jodi a**

Apre tout gwo vag mobilizasyon nou sot pase la yo, malgre rejim Tèt kale a pèdi plim men l rete sou pouvwa a ak sipò Enperyalis la epi yon franj nan boujwazi a. Sitiyasyon sa monte nan tèt anpil moun k ap batay pou transfòmasyon sosyal epi l mennen yo reflechi. Si pou yon bò gen sèten pwogresis ki onjan enkyete poutèt dinamik batay yo sanble ap fè bak, konkrètman bandi legal oswa ilegal yo ap vale teren, eleman kriminèl nan Lapolis la tounen asasen pou touye moun nan katye popilè yo sou tout pretèks pandan grangou, lavichè, malsite ap taye banda; yon lòt bò tou genyen ki okontrè panse tanporizasyon an se yon bon bagay poutèt feblès òganizasyon k ap pote yon pwojè tansfòme sosyete a. Pou dezyèm kategori sa, nan sans enterè travayè yo ak mas pèp la, li preferab pou mobilizasyon yo pran yon ti kanpo annatandan òganizasyon k ap pote pwojè transfòmasyon sosyal tout bon yo rive devlope lidèchip pou yo kapab pran inisyativ pou fè batay mas pèp la triyonfe. Toujou daprè moun ki nan dezyèm kategori sa, nivo mobilizasyon mas pèp la mi kou mango, li pa kapab ale pi lwen ankò mouvman ki sot pase yo montre sa (6-8 jiyè, 17 oktòb, 18-23 novanm 2018 ; 7-18 fevriye 2019). Sepandan sa pa sifi pou mennen nan bon rezilta toutotan batay mas pèp la poko kapab gen yon direksyon politik popilè ki pou pèmèt batay la fè yon gwo monte politik kalitatif. Kesyon fondal-natal la pou nou menm nan Kolektif Janil Prezan, Gwoup Rhizomes ak Alaso se de (2) bagay : 1) èske nan nivo devlopman klas sosyal yo ye nan peyi a jounen jodi a, so politik kalitatif sa posib ? 2) konbyen tan tanporizasyon sa kapab dire nan degwenn mas pèp la ?

Gen kèk moun k ap ensiste sou enterè jewoestratejik peyi Ayiti reprezante pou enperyalis meriken nan rejyon an pou kontre non sèlman enfliyans Lachin men tou enfliyans Larisi. Tankou si n ap gade vre, nou kapab wè kijan alòske gouvènman dominikani alèz pou l chwazi kolabore ak gwo Lachin (Repiblik Popilè) gouvènman an ki la a li menm ap sibi gwo presyon enperyalis meriken pou l pa chwazi kolaborasyon sa malgre li ta parèt kapab pote bonjan avantaj pou peyi a. Menmlè tou ekzanp lajan petwokaribe a montre sa pa sifi. San di petèt peyi a ap viv sou titèl enperyalis depi dikdantan men sa valab pou Dominikani tou menmsi se pa nan menm nivo. Enperyalis yo ak tout klas k ap dirije yo pran tout malere nan peyi a pou grapyay yo. Yo kreye yon nivo dezespwa, yon nivo prekarite ki mennen pi fò moun nan endiyite. Se sa k fè nan kontèks sa, revandikasyon lavi diy pou tout moun kapab parèt yon revandikasyon revolisyonè.

Politik neyoliberal k ap aplike an Ayiti depi pase 40 lane fè pifò moun nan peyi a vin prekè nan yon fason oswa yon lòt. Li rive tèlman rantre nan pratik ak lide moun yo nan peyi a, sitou sila yo k ap viv nan milye lavil yo, li prèske tounen yon reflèks. Epi pifò moun "enkòpore" santiman prekarite ak ensekirite ki mache ak kapitalis neyoliberal la. Li rantre nan kò yo nan yon nivo tèl yo enkapab pou reflechi epi panse yon lavni ki sòti nan kategori jesyon kotidyen an. Se Feuerbach ki te di yon kote *« l'homme est ce qu'il mange »*. Prekarite sa rive nan yon nivo kote menm moun ki nan pouvwa yo, sa ki okipe gwo pòs nan Leta yo se sousou y ap fè pou yo kenbe pouvwa a. Paske yo pa janm konnen kilè patwon yo kapab chanje lide. Se literalman logik sa sosyolog Lapoloy Ulrich Beck rele « la société du risque » la. E se byen petèt sa ki prensipal blokaj pou dinamik fè batay yo vanse nan sans enterè mas pèp la. Ann gade kisa sa vle di pou estrikti klas sosyal yo nan peyi a, epi ki enplikasyon sa genyen pou lavni sosyete a.

**Se nan chimen jennen pou n mennen batay la pi lwen !**

Lè n ap sonje kijan zansèt yo te batay pou te ba nou yon peyi granmoun kote nou kapab viv nan libete ak diyite, yon batay ki sèvi enspirasyon pou anpil lot pèp sou latè beni, nou pa kapab pa endiye devan sitiyasyon moun k ap viv nan peyi a jounen jodi a, anpatikilye malere-malerèz. Nou pa kapab pa endiye tou lè n ap gade kijan Lentènasyonal anba direktiv ansyen puisans rasis kolonyal yo fè dappiyan sou peyi a pou fè l tounen poubèl pou dekouraje moun k ap viv ladan l. Klas k ap dirije peyi a ak benediksyon kominote entènasyonal la fè peyi a tounen yon kan dezespwa, yon lanfè pou malere ak malerèz, pandan yo menm yo ap boloze.

Menm jan sou rejim Jan Klod Divalye a (1971 – 1986), yo te konn pake ayisyen tankou bèt pou voye yo ale travay nan zafra Dominikani, Leta an Ayiti jounen jodi a fè peyi a tounen yon gwo kan kote malere pake annatandan yo travèse ale vann kouraj yo ak san yo pou po patat nan peyi etranje. Se wòl sa entènasyonal la ba li jwe e se wòl sa l ap jwe ak kè kontan. Pandan tan sa, ti minorite zwit moun ki nan Laboujwazi, nan Lentènasyonal la ak nan tèt Leta sa yo menm ap byen pase. Tout moun kapab tande kòman mesye nan chanm depite a, 119 moun bwè 152 milyon goud dlo ak kafe pou sèlman 3 mwa. Konviksyon tout moun k ap reflechi seke se kòb k ap fèt.

Kidonk jan Mao te di sa konsènan enperyalis blan meriken nan lane 1956, Leta an Ayiti jounen jodi a mwens pase yon tig an papye. Tout sa yon tig an papye kapab fè se fè timoun pè men li pa kapab efreye granmoun ki gen bon kapasite pou distenge madigra ak bon mas. Jounen jodi a apre pase 40 lane eksperyans batay, monte mòn desann mòn, janbe mòn ki te dèyè mòn, mouvman popilè ak revolisyonè ayisyen an pa timoun ankò. Revolisyonè tout bon yo fèt pou pran konsyans de sa ! Pa gen anyen ki kapab fè nou pè ankò la. Reyalite a se pote boure sou pouvwa li ye ! Nou piplis nou pifò. E sa se pi gwo leson nou kapab tire de gwo vag mobilizasyon ki sot pase yo.

Rete kounye a pou n byen òganize fòs sa pou l pa gaye epi pèdi nan tout direksyon. Natirèlman nou menm nan nivo Kolektif la nou panse pi bon òganizasyon an se anba lidèchip klas travayè-travayèz yo ki, menmsi yo piti, reprezante sèl fòs revolisyonè tout bon nan peyi a menm sa esklav yo te reprezante nan batay pou libète ak byennèt peyi a. Fò n sonje sitou pifo travayèz-travayè sa yo se jèn moun. Sou yon popilasyon 11 milyon moun, 33% genyen ant 0 a 14 lane; 31 % ant 10 a 24 lane epi 62 % popilasyon an genyen ant 15 & 64 lane (FNUAP, 2017). Sa vle di plis pase mwatye popilasyon peyi a (52,9%) gen mwens pase 25 lane. Kidonk yon alyans pou yon pwogram travayèz-travayè-jèn sipoze mennen kan pèp la nan laviktwa sou tig anpapye a. Bon jan travay pou tout moun, bon jan kay desan ak jaden pou tout moun, laswenyay pou tout moun, lamanjay pou tout moun, ledikasyon pou tout moun, dlo pou tout moun, bonjan transpò ak sekirite pou tout moun. Nou vle viv tankou moun, nou pa vle soutretans ankò ! Ni enperyalis ameriken ak franse, ni laboujwazi koutayè ni politisyen abolotcho yo pa kapab reponn revandikasyon sa yo. Alòs !

Andefinitiv, fò n batay ak tout nou menm pou n konstwi yon peyi granmoun pou tout moun viv byen. Fòk moun k ap rele tèt yo pwogresis sispann krab kò yo. Li enpòtan tou pou tout sektè pwogresis-revolisyonè yo defini yon pèspektiv ansanm (komen) paske li klè jounen jodi a, se pa nan wout sa nou ye. Randevou kase pou jounen entènasyonal batay travayèz-travayè yo Premye Me !

**ALASO VOL 3 # 1,**
**Janvye-Mas 2019**
**Kolektif kanmarad Janil Prezan**
**Mas-Avril 2019**

# Palestine : Illustration de la violence israélienne !

Par Gideon Levy

*Perdant son sang, menotté, les yeux bandés, Oussama a tenté de s'enfuir. C'est alors qu'a retenti le second coup de feu.*
*Oussama Hajajeh, un jeune berger palestinien, est à l'hôpital, gravement blessé par balles aux deux jambes. Les photos de lui se faisant tirer dessus alors qu'il tentait d'échapper aux membres d'un commando israélien, les mains ligotées et les yeux bandés, illustrent jusqu'où l'armée israélienne est tombée. « Ce n'est pas un héros. Il voulait juste rester en vie », dit son père.*



**L'adolescent palestinien Oussama Hajajeh, ligoté et les yeux bandés par les soldats israéliens, tentait d'échapper aux membres d'un commando israélien, le 18 avril 2019. Photo Mustafa al-Badan**

Il se trouve à présent dans la chambre 3 du service de chirurgie pour hommes, au deuxième étage de l'hôpital gouvernemental palestinien Al-Hussein, à Beit Jala [ville chrétienne de Cisjordanie], près de Bethléem : c'est un adolescent de 16 ans au sourire timide et à la voix faible, qui gémit de douleur dès qu'on approche les mains de ses deux jambes blessées, toutes deux bandées sur toute leur longueur.



**Oussama Hajajeh est soigné par un auxiliaire médical et deux femmes de son village après avoir été abattu par des soldats israéliens, Tuqu, le 18 avril 2019. Photo AFP**



**Un soldat israélien pointe son arme sur un groupe de Palestiniens rassemblés autour d'Oussama Hajahjeh, qui a été abattu par des soldats des FDI. Photo Mustafa Allbadan, AP**

Jeudi dernier, des soldats de la Brigade de Commandos des Forces de Défense Israéliennes ont tiré à deux reprises à balles réelles sur l'adolescent, après lui avoir lié les mains dans le dos et lui avoir bandé les yeux. Ils ont tiré presque à bout portant sur ce garçon momentanément aveugle et menotté, alors qu'ils auraient pu facilement l'attraper sans être blessés. À quelle vitesse un garçon ligoté aux yeux bandés peut-il courir ? Mais non ! Ils n'ont pas essayé de l'attraper. Pourquoi le feraient-ils ? Les commandos, vous savez bien : on tire d'abord, on tire encore, et ensuite seulement on essaie d'y voir clair dans ce qui s'est passé.



**Oussama Hajajeh, à l'hôpital, en compagnie de son père**

Il y a une photo du jeune garçon ligoté, à genoux sur le sol, recroquevillé sur lui-même, un tireur d'élite israélien au-dessus de lui, pointant son fusil sur lui ; et puis une autre photo du même grand adolescent vêtu de noir, se levant soudainement et essayant de s'enfuir pour sauver sa vie, les mains liées et les yeux bandés. Ce sont parmi les images les plus emblématiques de notre passé très récent. Rien n'illustre mieux jusqu'à quel niveau de bassesse l'armée est tombée, quand même les soldats de ses unités d'élite n'arrivent plus à contrôler leur doigt posé sur la gâchette.

Ces soldats n'appartiennent même pas à un bataillon ultra-orthodoxe, ni à la police des frontières, mais à une brigade de commandos. Allez, ouste, dégagez ! Eux aussi utilisent des munitions réelles, de manière inconsidérée et irréfléchie, sans restriction ni retenue, contre tout ce qui est palestinien, qu'il s'agisse d'un adolescent aux mains liées ou d'un dangereux terroriste. C'est ainsi qu'ils ont été formés, et une telle conduite fait apparemment la fierté de leur unité. Le fait est que personne n'a été arrêté à la suite de cet incident scandaleux qui date d'une semaine, personne n'a même été réprimandé.

La vidéo tournée par un témoin oculaire palestinien quelques minutes plus tard et qu'a obtenue Musa Abu Hashhash, enquêteur de terrain pour l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, est également pénible à regarder. L'adolescent, blessé, atteint de deux balles tirées par les soldats, est étendu au sol ; de la blessure qu'il a reçue à l'aine, le sang se répand sur le sol de l'oliveraie.

Un secouriste masqué, appartenant aux forces de défense israéliennes, tente d'arrêter le sang et de panser la plaie. Une femme palestinienne est aussi penchée sur le jeune ; une foule furieuse exige qu'il soit évacué ; une autre femme tente de s'approcher et un soldat tire son arme et la menace. Le soldat, qui a visiblement disjoncté, crie qu'il va tirer dans la tête de quiconque tente de s'approcher. Il agite son fusil dans tous les sens.

Les habitants veulent simplement emmener la victime à l'hôpital et il se crée un grand charivari, jusqu'à ce que quelques hommes arrivent à percer le cercle de soldats, soulèvent vivement le jeune garçon – qui vient à l'instant d'être libéré de ses liens - et tentent de l'emmener. Les soldats, qui ne savent apparemment pas quoi faire, essaient à nouveau de les chasser ; ils tirent un coup de feu qui ne touche personne, apparemment une cartouche de gaz lacrymogènes, mais fléchissent rapidement. Le garçon blessé est évacué. Il a la vie sauve.

Une grosse artère de la jambe a été touchée : il aurait pu se vider de son sang très rapidement, nous disent les médecins de l'hôpital quelques jours plus tard.

Cette semaine, la zone située entre les collines du sud d'Hébron et Bethléem ressemblait plus que jamais à une chaîne d'établissements pénitentiaires. Les villes comme les camps de réfugiés étaient bloquées et scellées avec des grilles de fer. C'était la semaine de la Pâque juive et les colons se dirigeaient en masse vers le tombeau des Patriarches et la colonie juive d'Hébron. La circulation était bloquée.

Une scène particulièrement sinistre s'est déroulée près du camp de réfugiés d'Al-Fawwar, au sud d'Hébron : juste derrière la porte fermée du camp se tenait un peloton de soldats armés - ils sont maintenant devenus les gardiens de ce camp - alors que des dizaines de voitures étaient garées sur le bord de la route et des centaines d'habitants du camp suppliaient les soldats de les laisser sortir. Eh effet, c'est la Fête de la Liberté.



**Oussama Hajajeh, ligoté et les yeux bandés par les soldats israéliens**

Pas de bruit », proclame une affiche à l'entrée de l'hôpital Al-Hussein. Oussama Hajajeh est allongé sur son lit ; son père, Ali-Mohammed Hajajeh, ne le quitte son chevet. Le plateau-repas du déjeuner est resté couvert ; le patient n'a pas touché à sa nourriture. Il vient du village palestinien de Tuqu, où il est élève de seconde au lycée local. Chaque matin avant d'aller à l'école, il trait le petit troupeau de brebis de son père, et en rentrant du lycée, il les emmène paître. C'est son monde. Sur la joue droite, il a une ecchymose en train de guérir. Elle a été faite par le poing d'un soldat israélien, qui voulait éloigner une des femmes qui essayait de soigner l'adolescent, et c'est lui qu'il a frappé par erreur.

Tout a commencé jeudi dernier par un accident de la route au cours duquel Fatima Suleiman, une enseignante locale, a été tuée. Dernièrement, la plupart des routes d'accès au village avaient été bloquées par les FDI, ne laissant qu'une seule entrée donnant sur la route principale, un point particulièrement accidentogène. C'est là que Fatima Suleiman a été tuée. Oussama Hajajeh a assisté à l'enterrement, de même que la plupart des habitants de Tuqu, qui sont mécontents du fait que leur village soit étouffé par les barrages routiers. Après les funérailles, les jeunes sont allés manifester, et certains ont lancé des pierres sur des véhicules militaires.

Hajajeh, un jeune berger qui n'avait jamais été arrêté, a soudain senti quelqu'un le saisir par derrière et le jeter à terre. Cachés entre les oliviers, des soldats de l'armée israélienne avaient tendu une embuscade aux lanceurs de pierres. Les soldats étaient entre quatre et six, et, une fois le garçon à terre, ils l'ont menotté dans le dos, ils lui ont bandé les yeux et ont commencé à le traîner vers leur jeep. À un moment donné, il est resté à genoux sur le sol, tandis qu'un soldat se tenait debout au-dessus de lui. Depuis son lit d'hôpital, Hajajeh nous explique maintenant que le sol était couvert d'épines. À un moment donné, il a donc voulu se lever pour se débarrasser des épines. Puis il nous dit que, contrairement aux rapports publiés, il n'avait pas l'intention de s'échapper, mais seulement de se lever. « Comment aurais-je pu m'échapper ? Avec les mains liées dans le dos et les yeux bandés ? », se demande-t-il.

Au moment où il s'est levé, un coup de feu a retenti. Il dit qu'il

*suite à la page(18)*

*Suite de la page (7)*

**Solidarité avec la révolution bolivarienne**

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est le vote à l'Organisation des États américains (OEA) du 10 janvier dernier, où Haïti s'est rangé du côté des États-Unis sur une motion affirmant que le gouvernement de Nicolas Maduro est « illégitime ».

C'en était trop pour la population haïtienne. Aux yeux des travailleurs et des pauvres en Haïti, le Venezuela est le pays qui a le plus soutenu et aidé Haïti en prêtant leur aide, des fonds pour des projets d'infrastructure, leur donnant accès à du pétrole bon marché, annulant leurs dettes, etc. La solidarité révolutionnaire entre les populations d'Haïti et du Venezuela est réelle et tangible, et ne peut pas être oubliée facilement. Le seul pays étant venu en aide à Haïti est maintenant en train d'être trahi par les élites politiques qui se sont rempli les poches avec les fonds de PetroCaribe.

Un lien direct existe entre la révolution bolivarienne au Venezuela et les développements de la révolution haïtienne. Lorsqu'il a fait annuler la dette d'Haïti envers PetroCaribe après le tremblement de terre de 2010, Chavez lui-même expliquait qu'Haïti ne devait rien au Venezuela, et que c'était plutôt le Venezuela qui avait une dette historique envers Haïti. Il ne fait aucun doute que Chavez avait en tête l'inspiration fournie par la révolution haïtienne de 1791 et l'indépendance de 1804, mais également l'appui et l'asile offert à Simon Bolivar en 1815 par la République d'Haïti.

De plus, le mouvement révolutionnaire en Haïti qui a engendré le renversement du régime Duvalier et la victoire éventuelle d'Aristide au début des années 90 a été une inspiration pour Chavez et la révolution bolivarienne au Venezuela. La révolution bolivarienne, en retour, est devenue une inspiration majeure pour la population haïtienne dans sa lutte pour se libérer du capitalisme et de l'occupation impérialiste.

Le Venezuela et Haïti sont certainement liés aux yeux de l'impérialisme américain. Sentant le danger d'une vague révolutionnaire frappant toute la région, les impérialistes ont visé Aristide et Chavez pour les évincer du pouvoir. En fait, les tactiques utilisées en Haïti pour renverser Aristide en 2004 sont incroyablement similaires à celles utilisées contre Chavez, et maintenant contre Maduro : des coups d'État directs, des lockouts patronaux, des boycottages électoraux et la création d'une « opposition démocratique ».

**Les masses se soulèvent**

Après le vote de l'OEA du 10 janvier, des appels à manifester en solidarité avec le Venezuela et la révolution bolivarienne ont été lancés. Alors que le mouvement grandissait, des appels à une manifestation de masse le 7 février ont été lancés. La date de la manifestation avait une signification particulière, alors qu'elle marquait la fuite de Duvalier en 1986 et l'inauguration d'Aristide en 1991.

Le 7 février, Haïti a été paralysée par des manifestations et des grèves de masse portant sur trois revendications : 1) la démission immédiate du président Jovenel Moïse, le principal allié des États-Unis en Haïti; 2) de véritables poursuites pénales contre la classe politique haïtienne pour le détournement de 3,8 milliards de dollars de fonds publics; 3) l'appui au gouvernement de Nicolas Maduro et le rejet de l'ingérence nord-américaine dans les affaires de la région.

Le mouvement continue de gagner en momentum depuis deux semaines. Les écoles, les banques, les ambassades, les entreprises et les stations-service; tout est fermé. Des blocages routiers ont été érigés partout dans le pays, ce qui a perturbé le trafic routier et effectivement fermé les aéroports.

Moïse est demeuré muet jusqu'au 15 février où, lors d'un discours public, il a refusé de démissionner et a rejeté les demandes de l'opposition. Il souhaite apparemment utiliser la police nationale pour noyer les manifestations dans le sang et écraser l'opposition, mais il y a également des rapports selon lesquels les forces policières ont été « déstabilisées » et que les manifestations ont créé des « contradictions massives » dans la police. La classe dirigeante haïtienne et les impérialistes s'inquiètent du fait que la police n'est « pas fiable ».

Des confrontations avec les policiers ont mené à de multiples blessures et même à des morts. On rapporte également une répression sévère contre les manifestants dans certains secteurs avec implication des troupes de l'ONU. Mais les manifestations et les grèves ont tout de même continué jusqu'à tôt cette semaine.

Avec la paralysie de la plupart des services depuis près de deux semaines, il y a eu un ralentissement du mouvement plus tôt cette semaine puisque les gens doivent amasser de la nourriture, de l'eau, du carburant et d'autres produits de première nécessité en plus de nettoyer les quartiers (il n'y a pas eu de nettoyage ou de collecte de déchet depuis des semaines).

La situation demeure changeante. Après l'accalmie du début de la semaine, l'opposition a appelé à la poursuite des manifestations le vendredi 22 février. L'un des leaders de l'opposition a dit que « vendredi, nous allons marcher à travers le pays pour sortir Jovenel Moïse du Palais national. Le temps du dialogue est révolu et le gouvernement n'a rien à offrir. Les politiques du gouvernement sont des promesses qu'il ne pourra jamais remplir. »

Le gouvernement sera sous une énorme pression des impérialistes afin de résoudre la situation. Le gouvernement Moïse est extrêmement faible, lui qui n'a aucun mandat ou appui populaire. Et maintenant, face à des manifestations et des grèves de masse, la révolte populaire des masses haïtiennes pourrait très bien renverser le gouvernement.

Privé de fonds et de carburant, le gouvernement haïtien n'a pas de moyen véritable d'acheter la paix sociale, ne serait-ce que temporairement. Il n'a pas de levier économique à sa disposition pour apaiser les masses, et n'a pas le capital politique pour apaiser les revendications politiques du mouvement. Avec la police nationale qui semble vaciller selon certaines sources, le gouvernement aura de la difficulté à réprimer le mouvement par la force. Cela ne signifie pas que la police ne peut pas et ne va pas attaquer les manifestations et les travailleurs en grève. Mais compte tenu du rapport de force, il semble improbable que le gouvernement puisse défaire le mouvement à l'aide de la police seulement.

L'impérialisme américain a parlé d'envoyer de « l'aide humanitaire » au pays, ce qui signifierait bien sûr une opération et un coup d'État similaires à ce qu'il tente actuellement au Venezuela. Sans réel moyen de résoudre la crise, la classe dirigeante haïtienne dépendra grandement de l'impérialisme pour y arriver. Cela ouvre la porte à une sorte de coup d'État appuyé par des troupes de l'ONU ou des forces impérialistes livrant de « l'aide humanitaire ».

En demandant la démission du président, une véritable enquête sur le vol de fonds de PetroCaribe et une vraie punition pour ceux qui y sont impliqués, et en s'attaquant à la politique étrangère du gouvernement en relation avec la révolution bolivarienne, le peuple haïtien a posé directement la question de qui contrôle la société haïtienne.

Il est très probable que le gouvernement soit renversé dans les jours ou les semaines qui viennent. Dans cette éventualité, la question sera : par quoi remplacer le gouvernement déchu? La classe dirigeante haïtienne est sans pouvoir, et la population haïtienne ne peut pas et ne va pas avoir confiance dans toute solution proposée par les impérialistes. Une entente entre l'impérialisme américain et l'ONU ne signifierait que la poursuite de l'occupation militaire du pays par des troupes étrangères. Ce ne serait qu'une autre solution politique temporaire et inefficace, et représenterait la poursuite des mêmes politiques d'humiliation, de pauvreté et de famine. Le mouvement des masses haïtiennes doit rejeter toute entente impliquant l'élite haïtienne et les impérialistes, et doit exiger le départ de toutes les troupes étrangères, incluant celles de l'ONU.

Les masses ouvrières et pauvres d'Haïti ne peuvent compter que sur leurs propres moyens pour résoudre la situation, et doivent prendre elles-mêmes le pouvoir. Le mouvement en étant à sa troisième semaine, des comités de grève devraient être mis sur pied et entrer en contact les uns avec les autres dans tous les districts, toutes les villes et toutes les régions, afin de coordonner l'activité politique et la grève. Ces comités devraient aussi entamer la coordination des activités que le gouvernement ne peut plus gérer. Avec l'économie en ruine, les comités de grève devraient commencer à organiser la collection et la distribution des biens comme la nourriture, l'eau et le carburant, et organiser le transport, l'éducation et le système de santé. Les sources de carburant, de nourriture et d'eau devraient être expropriées et la distribution devrait être organisée par les comités de grève.

Seul un gouvernement des travailleurs, des fermiers et des pauvres d'Haïti sera capable de résoudre la crise actuelle. Seul le socialisme offre une voie à suivre aux gens en Haïti. La seule façon de mettre fin pour de bon au chaos économique et à la pauvreté écrasante, de développer l'économie et d'offrir des emplois est d'écarter l'élite haïtienne et les impérialistes du pouvoir.

Les gens en Haïti ne sont pas seuls dans leur lutte. Le mouvement actuel a été déclenché par la trahison de la révolution bolivarienne par l'élite dirigeante en Haïti. Un profond sentiment de solidarité existe entre les travailleurs et les pauvres à travers toute l'Amérique latine et les Caraïbes. La solidarité dont fait preuve le peuple haïtien envers les travailleurs et les pauvres du Venezuela ne sera pas oubliée. Ils luttent en commun contre un ennemi commun. En faisant avancer leur propre révolution et en portant un coup à l'impérialisme, les masses haïtiennes peuvent venir en aide à la révolution vénézuélienne. Comme lors des siècles précédents, la révolution haïtienne aujourd'hui pourrait devenir l'étincelle et la source d'inspiration d'une immense vague révolutionnaire à travers les Amériques et le monde.

**La Riposte 26 février 2019**

*Suite de la page (17)*

n'a pas eu la sensation qu'on essayait de le rattraper avant qu'on ne tire sur lui. La balle l'a touché à la jambe droite. Terrorisé, Hajajeh a voulu s'enfuir pour sauver sa vie. Il ne sentait pas encore la douleur à sa jambe, nous dit-il, mais il savait qu'il était blessé. Il n'avait fait que quelques pas en trébuchant avant que le deuxième tir ne l'atteigne à la jambe gauche. Les deux balles l'ont atteint à la cuisse, près de l'aine, mais la seconde a touché une grosse artère. C'est alors qu'il s'est effondré au sol.

Il ne s'est pas évanoui mais, dans le clip vidéo, il a l'air sonné. Il se souvient seulement que la villageoise qui est parvenue jusqu'à lui - enseignante elle aussi - lui a enlevé son bandeau alors qu'il gisait à terre.

Ali-Mohammed Hajajeh, un ouvrier du bâtiment de 47 ans, a six autres enfants. Oussama est son troisième. C'est un homme souriant qui comprend que c'est presque par miracle que son fils a eu la vie sauve. Oussama se souvient qu'il était couché sur le sol, pendant que les soldats lançaient des gaz lacrymogènes et pointaient leurs fusils contre tous ceux qui s'approchaient pour tenter de le sortir de là. Finalement, il a été déposé dans la voiture d'un villageois qui l'a rapidement conduit jusqu'à la clinique locale ; De là, une ambulance palestinienne l'a emmené à l'hôpital. Une demi-heure environ s'est écoulée entre le moment où il a été blessé et son évacuation.

Le service des porte-parole de l'armée israélienne a fait à Haaretz la déclaration suivante : « Jeudi dernier, de violentes perturbations se sont produites dans la zone du village de Tuqu, notamment des jets massifs de pierres en direction des forces de l'armée israélienne et des véhicules israéliens circulant sur la route, mettant potentiellement en danger des vies civiles et militaires. Les soldats ont réagi en essayant de disperser la foule et arrêté l'un des fauteurs de trouble. Celui-ci a tenté de s'échapper après son arrestation. La personne arrêtée a été retenue à proximité et a tenté d'échapper aux soldats peu de temps après. Les militaires se sont lancés à sa poursuite, au cours de laquelle ils lui ont tiré dans le bas du corps. Les militaires ont immédiatement apporté au Palestinien une assistance médicale. L'incident fera l'objet d'une enquête. »

Hajajeh a été opéré. Les vaisseaux sanguins ont été sérieusement endommagés et certains ont dû être transplantés de la jambe droite à la jambe gauche, plus gravement blessée. Le docteur Samr Khalifa, du département de chirurgie, a confirmé qu'Hajajeh était arrivé avec des blessures par balles aux deux jambes, chacune portant une blessure d'entrée et une de sortie. Des signes de gangrène étaient déjà perceptibles à la jambe gauche.

Le père d'Oussama dit que son fils aime travailler la terre. À la question de savoir si c'est un bon élève, le père et le fils échangent un sourire et répondent que oui. Où a-t-il trouvé le courage de se lever et d'essayer de s'échapper? Ici son père intervient : « Oussama n'est pas un héros. Nous voulons seulement vivre, pas être des héros. C'est parce qu'il a eu peur des soldats qu'il s'est mis à courir. »

**Traduit par Jacques Boutard**
**Edité par Fausto Giudice**

# L'internationale

Debout ! les damnés de la terre !
Debout ! les forçats de la faim !
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.
Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout ! debout !
Le monde va changer de base :
Nous ne sommes rien, soyons tout !

C'est la lutte finale
Groupons-nous, et demain,
L'Internationale,
Sera le genre humain.

Il n'est pas de sauveurs suprêmes,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs sauvons-nous nous-mêmes !
Décrétons le salut commun !
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer quand il est chaud !

L'État comprime et la loi triche,
L'impôt saigne le malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche,
Le droit du pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle,
L'égalité veut d'autres lois :
« Pas de droits sans devoirs, dit-elle,
Égaux, pas de devoirs sans droits ! »

Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail,
Ont-ils jamais fait autre chose,
Que dévaliser le travail ?
Dans les coffres-forts de la bande,
Ce qu'il a créé s'est fondu.
En décrétant qu'on le lui rende,
Le peuple ne veut que son dû.

Les Rois nous saoûlaient de fumées,
Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
À faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

Ouvriers, Paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs ;
La terre n'appartient qu'aux hommes,
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se repaissent !
Mais si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !

**Paroles Eugène Pottier en 1871**

# Décadence

Quel est ce pays?
Est-ce que c'est mon pays ?
Est-ce que c'est Haïti ?

Ce pays devient une caverne:
-de voleurs
- de voyous en tenue de sénateurs
- de criminels en cravate
-d'immoraux sans état d'âme
- de vendeurs de patrie

Vraiment cela pue et étouffe
Oui étouffe
Nous autres coincés derrière ce mur fictif
De double nationalité.

**Cauvin Paul**

*Suite de la page (20)*

artistes Yole et Ansy Dérose, ainsi que d'autres célébrités du temps. Les mecques musicales du terroir l'accueillent aussi avec ferveur. Par le temps de son second album: *'' **D.T chante l'amour** ''*, avec des hits comme ***''Masikini''***, elle s'est permis des randonnées européennes et africaines. Notamment, après avoir parcouru toutes les villes du pays et faire montre de sa maturité et de son savoir-faire. Eventuellement, elle va emprunter la mode de toujours, de ses pairs artistes. En allant s'installer à New-York, où elle a continué de faire des vagues avec son gosier trépidant et haut perché; volant la vedette dans les récitals collectifs, avec ses longs *medleys* de chansons françaises qu'elle a toujours affectionnées.

Elle s'est appliquée avec justesse et professionnalisme, devenant tête d'affiche dans les célébrations communautaires de la diaspora. Cependant, après ce parcours plus qu'honorable, sa carrière a pris un coup de froid et, parallèlement, elle s'est mariée, cédant la scène musicale pour les scènes conjugales, lesquelles ont mis á l'arrière sa fonction de chanteuse au rang de fantaisies occasionnelles; en guise d'apparitions épisodiques. Et pour se resituer, elle a retrouvé les chemins de l'école en s'inscrivant au Columbia où elle a fini par décrocher une licence en éducation. Pourtant, avec la même démangeaison propre aux âmes vocationnelles, elle a tenté un *come-back* á travers l'œuvre :***" I am back Fanm Vanyan"***, qui est pourtant passé inaperçue. Tout en prouvant qu'elle est restée une artiste dans l'âme. Toujours en réserve pour faire valoir son droit de chanter.

# Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

**Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com**

**ATTORNEY**

REAL ESTATE ATTORNEY; Buy/ Sell Real Estate Broker. PROBATE/ CRIMINAL/ WILLS/ BUSINESS MATTERS – Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay Blvd. Ozone Park, NY. 718-835-9300; www.LovellLawNewYork.com

**ATTORNEY**

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. Call 866-951-9073 for Information. No Risk. No Money Out Of Pocket.

**AUTO DONATION**

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

**EDUCATION**

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

**EDUCATION/CAREER TRAINING**

AIRLINE CAREERS Start Here - Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094.

**FINANCIAL**

70 years old, kids are grown. Still need your life insurance? Or is a big LIFE SETTLEMENT CASH PAYOUT smarter? Call Benefit Advance. 1-844-348-5810

**HEALTH**

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150 FREE shipping. Money back guaranteed! Call Today: 800-404-0244

**HEALTH**

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (203) 666-8650 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

**HELP WANTED**

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

**HELP WANTED**

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

**HELP WANTED**

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

**HELP WANTED**

JOB OPPORTUNITY, $18.50 P/H NYC, $15 P/H LI, $14.50 P/H UPSTATE NY. If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

**HOME IMPROVEMENT**

AFFORDABLE NEW SIDING! Beautify your home! Save on monthly energy bills with beautiful NEW SIDING from 1800 Remodel! Up to 18 months no interest. Restrictions apply 855-773-1675

**HOME IMPROVEMENT**

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

**MEDICAL SUPPLIES**

Attention Viagra users: Generic 100 mg blue pills or Generic 20 mg yellow pills. Get 45 plus 5 free $99 + S/H. Guaranteed, no prescription necessary. Call 877-845-8068.

**MISCELLANEOUS**

DIRECTV & AT&T. 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT Package.) AT&T Internet 99 Percent Reliability. Unlimited Texts to 120 Countries w/AT&T Wireless. Call 4 FREE Quote- 1-888-534-6918

**MISCELLANEOUS**

Earthlink High Speed Internet. As Low As $14.95/month (for the first 3 months.) Reliable High Speed Fiber Optic Technology. Stream Videos, Music and More! Call Earthlink Today 1-855-970-1623

**MISCELLANEOUS**

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-800-943-0838

**MISCELLANEOUS**

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call: 1-800-404-8852

**SERVICES**

COMPUTER ISSUES? FREE DIAGNOSIS by GEEKS ON SITE! Virus Removal, Data Recovery! 24/7 EMERGENCY SERVICE, In-home repair/On-line solutions . $20 OFF ANY SERVICE! 844-892-3990

# Pleins Feux Sur: Danielle Thermidor (Cap-Haitien?)

*Par Ed Rainer Sainvill*

## « Une tessiture envahissante »

Elle est apparue comme une lueur d'air frais à la fin des années 1970, juste au milieu de ces voix féminines : Carole, Yole, Fedia, Claudette etc; qui commençaient timidement à jeter le gant à la gent masculine, forte d'une voix envahissante



Danielle Thermidor

et claire. Née avec la musique dans la peau, toute petite elle commence à faire montre de sa capacité vocale. C'est ainsi, qu'imbue de ce don, sa mère l'emmène cultiver sa voix tous les matins au bord de la mer. Et, prenant de plus en plus de la bouteille, tout en continuant à divertir son entourage, pris sous le charme d'une tessiture non-ordinaire. Dès l'âge de quatorze ans, elle donne son premier spectacle au Collège Notre Dame du Cap. A partir de là, le ciel semble être les limites de Danielle.

Evidemment, la suite la retrouve à Port-au-Prince, la ville du show et du business, où elle n'a pas pris du temps pour s'imposer avec la sortie de son premier microsillon: ***"Annie"***, ce morceau, une adaptation du foudroyant succès de Bébé Manga : ***''Ami O Masikino"***, qu'elle a remodelé de son phrasé florissant, la propulse à l'avant scène comme la voix d'une génération spontanée. Un triomphe retentissant allié à une ascension fulgurante, lui ayant donné droit à la célébrité. Ce coup de force en plein envol l'a mise dans le collimateur des producteurs. Elle en vint à occuper certaines avenues et privilèges de l'époque. Comme la star officielle des exhibitions grandiosement organisées par Radio Nationale sous la direction musicale de Raoul Guillaume, et de son protecteur, le directeur d'alors de la radio d'état Charles Abellard.

Devenue vedette à part entière, elle partage les planches avec les légendaires

*suite à la page(19)*



